

**SÉNAT DE BELGIQUE**


---

**SESSION DE 2003-2004**


---

18 MAI 2004

---

**Les relations de la Belgique avec l'Afrique  
centrale: le Rwanda**


---

**RAPPORT**

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION DES RELATIONS  
EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE  
PAR M. **HOSTEKINT**

---

**BELGISCHE SENAAAT**


---

**ZITTING 2003-2004**


---

18 MEI 2004

---

**De betrekkingen van België met Centraal-  
Afrika: Rwanda**


---

**VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN  
VOOR DE LANDSVERDEDIGING  
UITGEBRACHT DOOR DE HEER **HOSTEKINT**

---

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

**A. Membres/Leden:**

SP.A-SPIRIT Patrick Hostekint, Jacques Timmermans, Lionel Vandenberghe.  
VLD Pierre Chevalier, Jean-Marie Dedecker, Jacques Devolder.  
PS Jean Cornil, Pierre Galand, Anne-Marie Lizin.  
MR Marie-Hélène Crombé-Berton, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.  
CD&V Sabine de Bethune, Erika Thijs.  
VLAAMS BLOK Jurgen Ceder, Frank Vanhecke.  
CDH René Thissen.

**B. Suppléants/Plaatsvervangers:**

Mimount Bousakla, Caroline Gennez, Staf Nimmegeers, Fatma Pehlivan.  
Stefaan Noreilde, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven, Luc Willems.  
Jean-Marie Happart, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux, Francis Poty.  
Berni Collas, Armand De Decker, Marc Wilmots, Alain Zenner.  
Etienne Schouppe, Luc Van den Brande, Marc Van Peel.  
Yves Buysse, Karim Van Overmeire, Wim Verreycken.  
Christian Brotcorne, Clotilde Nyssens.

## SOMMAIRE

	Pages
I. INTRODUCTION . . . . .	3
II. AUDITIONS . . . . .	3
1. Mme Marie-France Cros, journaliste, <i>La Libre Belgique</i> . . . . .	3
2. S.E. M. Emmanuel Kayitana, ambassadeur du Rwanda . . . . .	8
3. M. A. Theodorakis, conseiller hors classe de la DG Développement de la Commission européenne . . . . .	10
4. M. Alain Verhaagen, maître de conférence, ULB . . . . .	14
5. M. Innocent Gakwaya, directeur RAMA (la Rwandaise d'assurance maladie) . . . . .	14
III. RECOMMANDATIONS . . . . .	17
IV. VOTES . . . . .	30

## INHOUD

	Blz.
I. INLEIDING . . . . .	3
II. HOORZITTINGEN . . . . .	3
1. Mevrouw Marie-France Cros, journaliste, « <i>La Libre Belgique</i> » . . . . .	3
2. Z.Exc. de heer Emmanuel Kayitana, ambassadeur van Rwanda . . . . .	8
3. De heer A. Theodorakis, raadadviseur bij de DG Ontwikkeling van de Europese Commissie . . . . .	10
4. De heer Alain Verhaagen, lector, VUB . . . . .	14
5. De heer innocent Gakwaya, directeur van RAMA (la Rwandaise d'assurance maladie) . . . . .	14
III. AANBEVELINGEN . . . . .	17
IV. STEMMINGEN . . . . .	30

## I. INTRODUCTION

La Commission des Affaires étrangères et de la Défense a décidé, le 15 octobre 2003, d'examiner de manière approfondie le thème des « relations de la Belgique avec l'Afrique centrale ». À cet effet, les rapporteurs suivants ont été désignés : Mme Sabine de Bethune, M. Pierre Galand, M. Patrick Hostekint et Mme Erika Thijs.

Ce thème comporte évidemment trois volets : la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Burundi.

En ce qui concerne le volet « Rwanda », M. Patrick Hostekint a été désigné comme rapporteur.

Les personnes suivantes ont été entendues :

— Mme Marie-France Cros, journaliste (*La Libre Belgique*) : 27/01/2004

— S.E. M. Emmanuel Kayitana, ambassadeur du Rwanda : 27/01/2004

— M. A. Theodorakis, conseiller hors classe, et M. A. Christiaensen, chef du desk Afrique centrale, de la DG Développement de la Commission européenne : 05/02/2004

— M. Alain Verhaagen, lecteur, ULB : 18/02/2004

— M. Innocent Gakwaya, directeur RAMA (la Rwandaise d'assurance maladie) : 18/02/2004

Le chapitre II du rapport reproduit les auditions.

Le rapporteur pour le volet « Rwanda », M. Hostekint, a rédigé, sur la base des auditions, un projet de recommandations. Celui-ci a fait l'objet d'un large échange de vues au cours des réunions des 20 et 27 avril 2004, en ce qui a donné lieu au dépôt d'une série d'amendements par MM. Jean Cornil, Pierre Galand et Lionel Vandenberghe et Mmes Isabelle Durant et Sabine de Bethune.

Le chapitre III du rapport contient les recommandations ainsi adaptées et corrigées par la commission.

## II. AUDITIONS

### 1. Mme Marie-France Cros, journaliste, *La Libre Belgique*

#### 1.1. Exposé de Mme Marie-France Cros

1. Le Rwanda dépend très largement de l'aide financière extérieure et est donc, *a priori*, sensible à des pressions.

Néanmoins la culture politique amenée par le FPR, fortement influencée par celle de l'Ouganda, est beau-

## I. INLEIDING

De Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging besliste op 15 oktober 2003 het thema « De betrekkingen van België met Centraal-Afrika » grondig uit te spitten. Hiervoor werden de volgende rapporteurs aangeduid : mevrouw Sabine de Bethune, de heer Pierre Galand, de heer Patrick Hostekint en mevrouw Erika Thijs.

Dit thema bevat uiteraard drie luiken : de Democratische Republiek Congo, Rwanda en Burundi.

Voor het luik « Rwanda » werd de heer Patrick Hostekint als rapporteur aangeduid.

Er werden hoorzittingen georganiseerd met :

— mevrouw Marie-France Cros, journaliste (« *La Libre Belgique* ») : 27/01/2004

— Z.Exc. de heer Emmanuel Kayitana, ambassadeur van Rwanda : 27/01/2004

— de heer A. Theodorakis, raadadviseur, en de heer A. Christiaensen, hoofd van de desk Centraal-Afrika, van het DG Ontwikkeling van de Europese Commissie : 05/02/2004

— de heer Alain Verhaagen, lector, ULB : 18/02/2004

— de heer Innocent Gakwaya, directeur RAMA (la Rwandaise d'assurance maladie) : 18/02/2004

Hoofdstuk II van het verslag bevat de weergave van de hoorzittingen.

De rapporteur voor het luik « Rwanda », de heer Hostekint, stelde op basis van de hoorzittingen, een ontwerp van aanbevelingen op. Hierover werd tijdens de vergaderingen van 20 en 27 april 2004 uitvoerig van gedachten gewisseld. Dit gaf aanleiding tot een aantal amendementen vanwege de heren Jean Cornil, Pierre Galand en Lionel Vandenberghe en van de dames Isabelle Durant en Sabine de Bethune.

Hoofdstuk III van het verslag bevat de aldus door de Commissie aangepaste en verbeterde aanbevelingen.

## II. HOORZITTINGEN

### 1. Mevrouw Marie-France Cros, journaliste, « *La Libre Belgique* »

#### 1.1. Uiteenzetting van mevrouw Marie-France Cros

1. Rwanda is in hoge mate afhankelijk van buitenlandse financiële steun en is dus *a priori* gevoelig voor pressie.

Toch is de politieke cultuur die de FPR heeft meegebracht en die sterk onder de invloed van die van

coup plus nationaliste que celle du régime précédent et que celle du Congo. Par ailleurs, si les intérêts financiers du Rwanda entraînent en conflit avec ses intérêts sécuritaires, la classe dirigeante de Kigali choisirait, à coup sûr, sa sécurité.

Ces deux éléments obligent à jouer de manière nuancée la carte des pressions politiques, qui perdent évidemment une part considérable de leur force si elles sont dispersées.

2. Contrairement au Congo, le Rwanda — comme le Burundi — peut se prévaloir de l'existence d'un État et également d'une véritable conscience nationale.

Ces deux pays font en effet partie du club très restreint des États qui existaient — même si les frontières étaient un peu différentes — avant la colonisation; cela modifie notablement les mentalités, notamment dans l'administration.

Le contrôle social (les individus entre eux) et le contrôle de l'État sur le citoyen sont plus forts qu'au Congo. Pour cette raison, le président Kagame et le parti au pouvoir n'avaient pas besoin des fraudes qu'on a observées lors des élections de 2003 pour rester au pouvoir; ces fraudes relèvent d'ailleurs apparemment souvent du zèle de fonctionnaires locaux désireux de se faire bien voir par Kigali. Mais il faut savoir que les Rwandais ont peur de la démocratie: à chaque fois que le pays s'en est approché, des troubles ont éclaté. Il faudra plusieurs années avant que ces montagnards prudents apprivoisent le concept.

3. Des rencontres que j'ai pu avoir avec lui et ses proches, je tire la conviction que le président Kagame est un homme d'État. C'est assez rare, dans la région, pour être souligné. Sa préoccupation fondamentale est: comment vais-je faire pour que les Rwandais aient à manger dans 20 ans?

Le problème, c'est que les solutions envisagées jusqu'ici relèvent de la logique militaire.

4. Le Rwanda, malgré sa petite taille, possède la meilleure armée de la région. On peut le regretter. Mais les dirigeants rwandais ne peuvent oublier que c'est grâce à cela que leur pays traite d'égal à égal avec ses grands voisins et a pu imposer que ses intérêts soient pris en compte autant que les leurs. Pour modifier ce côté «Sparte» du Rwanda, il faudrait aider celui-ci à trouver les moyens d'assurer autrement une indépendance et une place dans le concert des nations.

5. Fondamentalement, la question ethnique n'est pas réglée. Cela ne veut pas dire que d'autres violences sont à attendre pour demain. Le feu peut couvrir pendant de longues années et constituer une épée de

Oeganda staat, veel nationalistischer getint dan die van het vorige regime en die van Congo. Verder zal de leidende klasse in Kigali, wanneer de financiële belangen van Rwanda in conflict komen met hun veiligheidsbelangen, ongetwijfeld voor haar veiligheid kiezen.

Die twee gegevens verplichten ertoe op genuanceerde wijze de kaart van de politieke pressie te spelen, die uiteraard heel wat van haar kracht moet inboeten wanneer dat in gespreide slagorde plaats heeft.

2. Anders dan in Congo, kan Rwanda — net als Burundi — op het bestaan van een Staat en van een echt nationaal bewustzijn rekenen.

Beide landen maken immers deel uit van het kleine clubje van Staten die reeds voor de kolonisering bestonden — ook al lagen de grenzen toen enigszins anders. Dat brengt een belangrijk verschil van mentaliteit met zich in de administratie.

De sociale controle (tussen de mensen onderling) en de controle van de Staat over de burger zijn er sterker dan in Congo. Om die reden hadden president Kagame noch de partij aan de macht de fraude die men bij de verkiezingen van 2003 heeft waargenomen nodig om aan de macht te blijven. Blijkbaar was de fraude het werk van overijverige plaatselijke ambtenaren die bij Kigali in het gevlij wilden komen. Men dient echter te weten dat de Rwandezen huiverig staan tegenover de democratie: telkens als het land er dichterbij kwam, braken er onlusten uit. Het zal nog verscheidene jaren vergen voor die achterdochtige heuvelbewoners het concept onder de knie hebben.

3. Uit de ontmoetingen die ik met hem en zijn medewerkers heb gehad, besluit ik dat president Kagame een staatsman is. In die regio is dat zeldzaam genoeg om het te beklemtonen. Zijn belangrijkste zorg is de volgende: wat moet ik ondernemen opdat de Rwandezen binnen 20 jaar te eten hebben?

Het probleem is dat de oplossingen tot dusver de militaire logica volgen.

4. Hoewel Rwanda een klein land is, heeft het het beste leger van de regio. Dat is wellicht te betreuren. De Rwandese leiders kunnen echter niet vergeten dat het daaraan te danken is dat hun land op gelijke voet met zijn grote burens omgaat en heeft kunnen afdwingen dat evenzeer rekening wordt gehouden met zijn belangen als met die van die buurlanden. Om die «Spartaanse» kant van Rwanda te veranderen moet men het land aan de middelen helpen om zijn onafhankelijkheid en zijn plaats in het forum der naties op een andere manier veilig te stellen.

5. Het etnisch probleem is niet ten gronde opgelost. Dat wil niet zeggen dat we morgen nieuwe uitbarstingen van geweld moeten verwachten. Het vuur kan jarenlang smeulen en als een aldoor dringend

Damoclès sur l'avenir de ce pays. À moins que ces années soient utilisées à rendre l'individu plus indépendant du groupe — ethnique ou régional — auquel il appartient et qui constitue pour lui un filet de sécurité face aux aléas de la vie. En général chaque groupe ethnique resserre ses liens en époque de crise; quand cela va mieux, il se divise sur des lignes régionales.

6. Une autre ligne de division se creuse de plus en plus: celle existant entre la ville et la campagne. Le dynamisme de Kigali est extraordinaire, mais la campagne fait du surplace. Une plus grande attention à la nécessité de combler ce fossé, dans les projets de développement pour ce pays, est importante.

### 1.2. Échange de vues

L'ambassadeur du Rwanda répond à Mme Cros que le ministère de l'Intérieur rwandais s'occupe de la démobilisation. De plus, des programmes d'élevage agricole sont mis en place pour permettre aux anciens soldats de se réintégrer dans la société rwandaise. Le cas échéant, des bourses d'études sont mises à leur disposition. Faute de moyens financiers, ces projets demeurent cependant modestes.

M. Hostekint demande à l'ambassadeur du Rwanda si son pays a encore des troupes au Congo et comment évoluent les relations entre les deux pays.

Il voudrait savoir où on en est en ce qui concerne le jugement des prisonniers, que l'ambassadeur n'a pas mis au rang des priorités.

L'ambassadeur répond que le Rwanda n'a plus de présence militaire au Congo. Parce qu'il est très difficile d'établir l'identité nationale d'une personne, souvent on prend des personnes, originaires du Kivu, pour des Rwandais sur la base de leur physionomie. Mme Cros estime toutefois que bien qu'il existe une méconnaissance sur la nationalité réelle des gens, il y a toujours une présence militaire rwandaise au Congo. Il s'agit d'envois réguliers de troupes chargées d'effectuer des missions de surveillance.

L'ambassadeur précise que vu l'ampleur du génocide, il est normal qu'un grand nombre de personnes y soient impliquées, mais il n'y a pas assez de juges pour traiter toutes ces affaires. Les conditions de vie dans les prisons sont malheureusement déplorables mais faute de moyens financiers de la communauté internationale, le Rwanda ne peut pas en construire d'autres.

L'ambassadeur explique qu'il y a quatre catégories de personnes impliquées dans le génocide: les planificateurs du génocide; les personnes ayant commis des actes criminels se rangent parmi les auteurs appartenant à la 2<sup>e</sup> catégorie. À la 3<sup>e</sup> catégorie appartiennent ceux qui se sont rendus coupables d'atteintes graves à

gevaar wegen op de toekomst van het land. Tenzij die jaren worden gebruikt om het individu zelfstandiger te maken ten opzichte van de — etnische of regionale — groep waartoe het behoort, en die voor dat individu een vangnet is voor de tegenslagen in het leven. In het algemeen haalt elke etnische groep in tijden van crisis de banden aan. Wanneer het beter gaat raakt de groep verdeeld langs regionale breuklijnen.

6. Een andere breuklijn wordt steeds duidelijker: die tussen de stad en het platteland. Kigali is buitengewoon dynamisch, het platteland maakt pas op de plaats. Het is van belang dat in de ontwikkelingsprojecten voor dat land meer aandacht gaat naar het dichten van die kloof.

### 1.2. Gedachtewisseling

De ambassadeur van Rwanda antwoordt aan mevrouw Cros dat het Rwandese ministerie van Binnenlandse Zaken met de demobilisatie bezig is. Bovendien worden veeteeltprogramma's opgezet om de oudstrijders te resocialiseren. In voorkomend geval worden hun studiebeurzen ter beschikking gesteld. Bij gebrek aan financiële middelen, blijven dat bescheiden projecten.

De heer Hostekint vraagt aan de ambassadeur van Rwanda of zijn land nog militaire troepen in Congo heeft en hoe de verhouding tussen Rwanda en Congo evolueert.

Hij wenst de toestand te kennen van de berechting van de gevangenen, die door de ambassadeur niet aangemerkt werd als prioriteit.

De ambassadeur antwoordt dat Rwanda militair niet meer aanwezig is in Congo. Omdat het heel moeilijk is de nationaliteit van een persoon te bepalen, neemt men vaak personen uit Kivu op basis van hun uiterlijk voor Rwandezen. Mevrouw Cros meent echter dat, hoewel er verwarring is rond hun ware nationaliteit, er nog steeds Rwandese militairen in Congo aanwezig zijn. Het gaat om regelmatige troepenverzoeken met bewakingsopdrachten.

De ambassadeur verklaart dat het, gezien de omvang van de genocide, logisch is dat er veel personen bij betrokken zijn, maar dat er niet voldoende rechters zijn om al die zaken te behandelen. De leefomstandigheden in de gevangenschappen zijn helaas bedroevend, maar aangezien de internationale gemeenschap niet met financiële middelen over de brug komt, kan Rwanda er geen andere bouwen.

De ambassadeur legt uit dat er vier categorieën van mensen bij de genocide betrokken zijn: de planners van de genocide, de tweede categorie zijn personen die criminele feiten hebben gepleegd. Onder de derde categorie vallen zij die zich schuldig hebben gemaakt aan zware misdrijven tegen personen zonder de

la personne sans l'intention de donner la mort. Enfin, la 4<sup>e</sup> catégorie comprend les personnes ayant commis des infractions contre des biens.

Le Rwanda essaie de décongestionner les prisons en relaxant les personnes ayant commis des actes moins graves.

Les rapports entre le Congo et le Rwanda se sont améliorés ces derniers temps par l'échange de missions officielles. Il est question de créer une commission mixte entre les deux pays.

Mme Crombé-Berton partage l'avis de Mmes Lizin et Durant que les critères de recensement déterminent la légitimité d'une élection. On peut avoir recours à des critères électoraux d'accès à l'élection soit larges soit restrictifs. Vu l'étendue du Congo et vu sa population relativement restreinte, on pourrait élargir les critères électoraux, limités à la nationalité, à la résidence ou au domicile.

Mme Cros répond qu'il appartient aux Congolais de déterminer les critères électoraux. L'oratrice ajoute toutefois que les Belges éblouis par l'étendue du pays croient à tort que le Congo puisse donner des terres aux Rwanda. Ils oublient que ces terres appartiennent à quelqu'un. L'entrée non autorisée du Rwanda au Congo rend tout règlement ultérieur très difficile.

Mme Crombé-Berton souhaite savoir si la Belgique ou des institutions financières internationales peuvent intervenir pour combattre le fléau de la corruption au Congo.

Mme Cros répond que la corruption est intimement liée à la condition de vie des Congolais. Elle est devenue nécessaire à la survie économique et sociale de la population.

Mme Crombé-Berton estime que l'idée de démocratie en Afrique est différente de notre conception. Elle désire que ce concept soit élucidé.

Mme Cros répond qu'il convient d'émanciper les Congolais en leur restituant le droit à l'autodétermination. Elle cite Mahatma Gandhi qui disait que « tout ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites contre moi ».

L'ambassadeur partage grosso modo l'analyse de Mme Cros. Cependant, il reste optimiste d'autant plus qu'il ne s'agissait pas du tout d'une guerre tribale. Il y a une responsabilité partagée entre le Rwanda et certains pays étrangers ayant exercé une pression. Depuis de nombreux siècles, les Hutus et les Tutsis vivent ensemble dans la paix.

La guerre n'a éclaté qu'il y a dix ans. Boutros Boutros Ghali, au moment du génocide secrétaire général de l'ONU, a pu comploter contre le Rwanda qui, étant un petit pays africain, n'intéressait

bedoeling te doden. De vierde categorie ten slotte bestaat uit personen die misdrijven tegen goederen hebben gepleegd.

Rwanda probeert zijn gevangenen te ontlasten door personen die minder ernstige feiten hebben gepleegd in vrijheid te stellen.

De jongste tijd zijn de betrekkingen tussen Congo en Rwanda verbeterd dankzij de uitwisseling van officiële missies. Er is sprake van het instellen van een gemengde commissie tussen beide landen.

Mevrouw Crombé-Berton deelt de mening van de dames Lizin en Durant dat de criteria voor de volkstelling bepalend zijn voor de wettigheid van een verkiezing. Voor de toegang tot de verkiezingen kunnen ofwel ruime ofwel strakke criteria worden gehanteerd. Aangezien Congo zo uitgestrekt is en een relatief kleine bevolking heeft, zouden de kiescriteria die beperkt zijn tot nationaliteit, kunnen worden uitgebreid tot verblijf- of woonplaats.

Mevrouw Cros antwoordt dat de Congolezen zelf de kiescriteria bepalen. Spreekster voegt er evenwel aan toe dat de Belgen onterecht menen dat Congo grond aan Rwanda kan afstaan, verblind als zij zijn door de uitgestrektheid van het land. Zij vergeten dat die gronden iemands eigendom zijn. Als Rwanda onterecht Congo betreedt, bemoeilijkt dat latere regelingen.

Mevrouw Crombé-Berton wenst te vernemen of België dan wel internationale financiële instellingen kunnen ingrijpen om de corruptie in Congo te bestrijden.

Mevrouw Cros antwoordt dat de corruptie nauw samenhangt met de levensomstandigheden van de Congolezen. De bevolking heeft de corruptie nodig om economisch en sociaal te kunnen overleven.

Mevrouw Crombé-Berton meent dat de Afrikaanse opvatting over democratie anders is dan de onze. Zij wenst verduidelijking over dat begrip.

Mevrouw Cros antwoordt dat de Congolezen geëmancipeerd moeten worden en daarvoor hun recht op zelfbeschikking moeten terugkrijgen. Zij citeert Mahatma Gandhi, die zei: « alles wat u in mijn voordeel doet zonder mij, doet u in mijn nadeel ».

De ambassadeur is het in grote lijnen eens met de analyse van mevrouw Cros. Hij blijft echter wel optimistisch, vooral omdat het helemaal niet gaat over een stammenoorlog. Rwanda en een aantal landen die druk hebben uitgeoefend, delen de verantwoordelijkheid. Hutu's en Tutsi's hebben eeuwen in vrede samengeleefd.

De oorlog is pas tien jaar geleden uitgebroken. Boutros Boutros-Ghali, VN-secretaris-generaal ten tijde van de genocide, heeft tegen Rwanda kunnen samenspannen omdat het een klein land was dat

personne. Cela lui a valu la présidence de la Francophonie grâce aux « services rendus » à la France.

Mme Durant demande si l'ambassadeur partage l'analyse de Mme Cros sur son pays. Celle-ci estime que le Rwanda est un État doté d'une conscience nationale très développée, où le contrôle social s'exerce de manière intensive.

Mme Durant souhaite savoir quelle est la partie du budget rwandais impartie aux dépenses de guerre. L'ambassadeur répond qu'il va effectuer des recherches à cet égard.

Mme Durant demande s'il y a toujours une présence militaire rwandaise dans l'est du Congo. Elle désire savoir si les juridictions dites « Gacaca » ont permis de rétablir la justice et si la situation des prisonniers, qualifiée de déplorable il y a quelques années, s'est améliorée.

L'oratrice estime que la démilitarisation du Rwanda dépasse notre pays et doit s'inscrire dans un cadre onusien, qui permet d'asseoir une opération internationale.

La présidente estime que l'envoi de troupes militaires belges ne requiert pas nécessairement l'accord de l'ONU.

Mme Cros répond que le cadre international pour ce type d'opérations militaires a justement été déconseillé par la commission du Sénat sur le Rwanda. La position prise par la Belgique de ne plus envoyer des troupes belges concerne les opérations onusiennes.

Mme Derbaki Sbaï s'étonne du fait que Mme Cros fait état de l'existence de fraude lors des élections. Étant donné que le pays a une culture nationaliste très prononcée, l'oratrice estime qu'il a évolué dans la bonne direction et qu'il est à l'heure actuelle à même d'organiser des élections équitables.

Mme Derbaki Sbaï demande à l'ambassadeur si la démilitarisation du pays est en bonne voie et si la stabilité de la région frontalière entre le Rwanda et le Congo pourrait être rétablie.

L'ambassadeur renvoie à la réponse qu'il a donnée à Mme Durant concernant la démilitarisation du Rwanda.

M. Galand estime qu'il convient de rétablir la démocratie en tant que porteuse de valeurs. Il demande si les critères de recensement feront l'objet de concertation entre les deux pays.

La Belgique doit jouer un rôle mobilisateur dans la mise en œuvre de l'aide au développement international au Rwanda, qui à l'heure actuelle n'accuse qu'un très faible taux de réalisation. L'orateur souhaite savoir quand la Conférence internationale des Grands Lacs sera lancée.

niemand interesseerde. Dat heeft hem het voorzitterschap van de « Francophonie » opgeleverd, voor « bewezen diensten » aan Frankrijk.

Mevrouw Durant vraagt of de ambassadeur het eens is met de analyse van mevrouw Cros over zijn land. Zij meent dat Rwanda een Staat is met een erg goed ontwikkeld nationaal besef en met een sterke sociale controle.

Mevrouw Durant wenst te vernemen welk aandeel in de Rwandese begroting naar oorlogsuitgaven gaat. De ambassadeur antwoordt dat hij dat zal onderzoeken.

Mevrouw Durant vraagt of er nog steeds Rwandese militairen aanwezig zijn in Oost-Congo. Hebben de zogenaamde « Gacaca »-rechtbanken het recht kunnen herstellen en is de betreuwenswaardige situatie van de gevangenen intussen verbeterd?

Spreekster meent dat de demilitarisering van Rwanda geen bevoegdheid is van ons land, maar moet passen in een internationale VN-operatie.

De voorzitter meent dat voor het sturen van Belgische troepen geen akkoord van de VN nodig is.

Mevrouw Cros antwoordt dat de Senaatscommissie over Rwanda precies heeft afgeraden dat soort militaire operaties in een internationaal kader uit te voeren. Het standpunt van België om geen troepen meer te sturen, betreft VN-operaties.

Mevrouw Derbaki Sbaï is verbaasd over de melding van mevrouw Cros dat er bij de verkiezingen fraude wordt gepleegd. Het land heeft een uitgesproken nationalistische cultuur en is volgens spreekster geëvolueerd in de juiste richting. Het ogenblik is dan ook gekomen om eerlijke verkiezingen te organiseren.

Mevrouw Derbaki Sbaï vraagt de ambassadeur of de demilitarisering van het land goed verloopt en of de rust in het grensgebied tussen Rwanda en Congo kan terugkeren.

De ambassadeur verwijst naar zijn antwoord aan mevrouw Durant over de demilitarisering van Rwanda.

De heer Galand meent dat de democratie in ere moet worden hersteld als « waardestelsel ». Hij vraagt of beide landen zullen overleggen over de criteria voor de volkstelling.

België moet een voortrekkersrol spelen in de internationale ontwikkelingshulp voor Rwanda, die momenteel weinig verwezenlijkt. Spreker wenst te vernemen wanneer de Internationale Conferentie over de Grote Meren van start gaat.

L'ambassadeur répond que cette conférence devrait se tenir en avril 2004 à Nairobi. Pour le moment, il ne connaît pas l'ordre du jour.

L'ambassadeur se réjouit du fait que le premier ministre et les autorités belges ont demandé pardon pour le génocide qui s'est produit il y a dix ans. Cela démontre la grandeur de la Belgique et a été très bien reçu par la population. Les autres pays qui qualifient ce geste d'autoflagellation ont tort et ont souvent une responsabilité plus grande dans le génocide que la Belgique.

La présidente estime qu'après dix ans l'actualité du débat sur le génocide est frappante. Elle rappelle que lors d'une conférence à Bonn en 1994, M. Willy Claes, ministre des Affaires étrangères à ce moment-là, a exigé du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros Ghali, le retrait des troupes belges du Rwanda. Elle se réfère également au livre de mémoires de Mme Madeleine Albright, ancien ministre américaine des Affaires étrangères, qui prétend que l'ONU n'était pas au courant de la gravité de la situation au Rwanda en 1994. La présidente doute fort du bien fondé de cette thèse.

L'oratrice demande à l'ambassadeur quelle est l'analyse que fait le Rwanda de ses responsabilités dans le génocide après 10 ans.

Mme Durant ne souhaite pas entrer dans une logique de culpabilisation de notre pays mais privilégie plutôt la promotion d'un partenariat entre les deux pays.

Mme Derbaki Sbaï estime qu'il faut reconnaître la vérité mais cela ne peut pas empêcher les deux pays d'aller de l'avant.

Le concept de la démocratie en Afrique est pareil à celui de l'Occident. Il est aberrant de prétendre que l'Afrique ne puisse pas avoir de régime démocratique.

Le Congo et le Rwanda doivent vivre en bon voisinage, basé sur la bonne volonté de part et d'autre. L'orateur signale qu'après le génocide, le Congo a été envahi par plus d'un million de réfugiés, ce qui a durablement dérangé l'écosystème du pays. Cela démontre que la pays a été profondément marqué par le génocide.

## 2. S.E.M. Emmanuel Kayitana, ambassadeur du Rwanda

### 2.1. Exposé de S.E.M. Emmanuel Kayitana

Après le génocide de 1994, le gouvernement s'est attelé à faire régner la paix. Il a fallu lancer une réflexion sur l'avenir du Rwanda à long terme. Les universités, le secteur privé, les bailleurs de fonds internationaux, les ONG et la société civile ont choisi l'année

De l'ambassadeur répond que la conférence en avril 2004 zal worden gehouden in Nairobi, maar dat hij de agenda nog niet kent.

De l'ambassadeur stelt verheugd vast dat de eerste minister en de Belgische overheid vergiffenis hebben gevraagd voor de genocide van tien jaar geleden. Dat gebaar toont aan wat een groot land België is en werd door de bevolking erg op prijs gesteld. Landen die het gebaar als zelfkastijding beschouwen, hebben ongelijk en treffen vaak meer schuld in de genocide dan België.

De voorzitter meent dat het opmerkelijk is hoe actueel het debat over de genocide ook tien jaar later nog is. Zij wijst erop dat minister van Buitenlandse Zaken Willy Claes, op een conferentie in Bonn in 1994 van VN-secretaris-generaal Boutros Boutros-Ghali de terugtrekking van de Belgische troepen uit Rwanda eiste. Zij verwijst ook naar de memoires van mevrouw Madeleine Albright, de vroegere Amerikaanse minister van Buitenlandse Zaken, die beweert dat de VN in 1994 niet op de hoogte waren van de ernst van de toestand in Rwanda. De voorzitter betwijfelt dat ten stelligste.

Spreekster vraagt de ambassadeur hoe Rwanda zijn aansprakelijkheid voor de genocide nu 10 jaar later beschouwt.

Mevrouw Durant wenst ons land niet in de rol van beschuldigde te duwen, maar is veeleer voorstander van een partnerschap tussen beide landen.

Mevrouw Derbaki Sbaï meent dat de waarheid recht moet worden gedaan maar dat dat beide landen er niet van kan weerhouden vooruit te gaan.

Het Afrikaanse concept democratie is gelijk aan het westerse. Het is absurd te beweren dat Afrika geen democratisch regime kan hebben.

Congo en Rwanda moeten met goede wil van beide kanten in goede nabuurschap met elkaar leven. Spreker wijst erop dat na de genocide een miljoen vluchtelingen Congo hebben overspoeld zodat het ecosysteem van het land duurzaam werd verstoord. Dat toont aan dat het land erg geleden heeft onder de genocide.

## 2. Z.Exc. de heer Emmanuel Kayitana, ambassadeur van Rwanda

### 2.1. Uiteenzetting door Z.Exc. de heer Emmanuel Kayitana

Na de genocide van 1994 heeft de regering er alles aan gedaan om de vrede te herstellen. Een reflectie over de toekomst van Rwanda op lange termijn was uitermate nodig. De universiteiten, de privé-sector, de internationale geldschietters, de NGO's en het maat-



2020 comme date butoir pour l'aboutissement de leur plan de développement. En l'occurrence, la vision 2020 compte mettre en valeur pendant les vingt années à venir les points suivants :

1. La création d'une vraie nation
2. La recréation d'un État proprement dit.
3. L'encadrement des ressources humaines.
4. L'aménagement du territoire.
5. Le développement urbain et rural et la mise en place des infrastructures de base.
6. Le développement du secteur privé ainsi que le développement de l'agriculture et de l'élevage.
7. La gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement.
8. La promotion de l'essor des sciences et la technologie
9. L'intégration régionale et internationale.

Une enquête de plus de deux ans menée au sein de la population rwandaise a permis de dégager ses priorités à brève échéance. Elle a donné lieu à l'élaboration d'un programme national de réduction de la pauvreté (PNRD).

La population donne la priorité au développement rural. Le développement des ressources humaines et les infrastructures économiques de base viennent en deuxième et troisième lieux. Le développement du secteur occupe la quatrième place. Enfin, la bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles se situent aux cinquième et sixième rangs.

Ce plan pluridimensionnel a fait l'objet d'une étude effectuée par les Rwandais et les experts des institutions internationales et des pays étrangers. Le plan pourrait servir de cadre pour le partenariat du Rwanda avec la communauté internationale.

Le délai de dix ans sur lequel s'étalait le plan national de réduction de la pauvreté était jugé trop long. On voulait partir d'une part de « la vision 2020 » et d'autre part du « plan PRND » pour arriver à un programme à plus brève échéance.

Cet exercice a permis de fixer les priorités des priorités de la façon suivante :

1. L'intensification de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle y compris la vulgarisation, le crédit et le soutien à la commercialisation ainsi que la recherche sur le riz, le soja, les haricots et le café et le thé, qui sont les produits d'exportation du Rwanda. Celle-ci porte également sur le développement des semences des différents produits agricoles.

schappelijk middenveld hebben het jaar 2020 gekozen als deadline voor de verwezenlijking van hun ontwikkelingsplan. Concreet moeten tijdens de komende twintig jaar de volgende aspecten in de verf gezet worden :

1. de totstandkoming van een volwaardige natie;
2. de heroprlichting van een werkelijke Staat;
3. de omkadering van de human resources;
4. de ruimtelijke ordening;
5. de ontwikkeling van stad en platteland en het aanleggen van de basisinfrastructuur;
6. de ontwikkeling van de privé-sector en van de landbouw en veeteelt;
7. het beheer van de natuurlijke rijkdommen en de bescherming van het milieu;
8. het bevorderen van wetenschap en technologie;
9. de regionale en internationale integratie.

Een onderzoek van meer dan twee jaar bij de Rwandese bevolking heeft uitgewezen welke haar prioriteiten op korte termijn zijn. Zo is het nationale programma voor armoedebestrijding (PNRD) tot stand gekomen.

De topprioriteit voor de bevolking is de plattelandsontwikkeling. De ontwikkeling van de human resources en van de economische basisinfrastructuur komen respectievelijk op de tweede en derde plaats. De ontwikkeling van de sector komt op de vierde plaats. Ten slotte bekleden good governance en ontwikkeling van de werkingsstructuren van de instellingen respectievelijk de vijfde en de zesde plaats.

Dat multidimensionaal plan werd onderzocht door Rwandezen en deskundigen van internationale instellingen en uit het buitenland. Het plan kan dienen als kader voor partnerschappen van Rwanda met de internationale gemeenschap.

De termijn van tien jaar voor de verwezenlijking van het nationale plan voor armoedebestrijding werd als te lang beschouwd. Uitgangspunt daarbij moest zijn enerzijds « Vision 2020 » en anderzijds het « PNRD-plan » om te komen tot een plan op kortere termijn.

Op grond daarvan werden de prioriteiten als volgt vastgelegd :

1. Intensivering van de kleinschalige landbouw en veeteelt, met inbegrip van vulgarisatie, krediet en steun inzake commercialisering en onderzoek naar rijst, soja, bonen, koffie en thee, die Rwandese exportproducten zijn. Dat houdt ook de ontwikkeling in van zaden voor de verschillende landbouwproducten.

2. L'exécution de travaux d'utilité publique à haute intensité de main d'œuvre dont des routes rurales et des infrastructures environnementales.

3. L'éradication de la malaria et du sida et l'appui aux travailleurs de la santé.

4. La promotion du secteur de l'éducation. Il y a pénurie de main-d'œuvre ainsi que de formation professionnelle à ce niveau.

5. L'amélioration des infrastructures économiques dont la voirie et le rail. Le renforcement des ressources humaines par l'aide aux PME et par l'alphabétisation des adultes.

6. L'administration de la justice par les juridictions locales dites «Gacaca».

7. La mise à disposition d'un logement pour les sans abris en raison du génocide.

8. Le développement des stratégies sectorielles. Le cadre général dans lequel les bailleurs de fonds peuvent travailler a été bien esquissé.

### 3. M. A. Theodorakis, conseiller hors classe de la DG Développement de la Commission européenne

#### 3.1. Exposé de M. A. Theodorakis

Comparé au Burundi, le Rwanda est un pays qui est en train de réussir à surmonter les effets néfastes de son passé extrêmement marqué par la tragédie du génocide de 1994.

L'appui de la Commission s'insère dans la stratégie de développement du gouvernement du Rwanda qui est basée sur les documents la «Vision 2020» et la «Stratégie pour la réduction de pauvreté». Ces documents identifient comme objectifs principaux la réduction de la pauvreté, l'unité et la réconciliation nationale.

Afin d'atteindre ces objectifs, le gouvernement se donne la tâche de moderniser l'économie par la transformation de l'agriculture et la croissance des secteurs d'industrie et des services. De plus, le processus de décentralisation est considéré comme un élément crucial de cette stratégie.

Cette vision globale d'une stratégie de développement pour le pays se traduit au niveau plus détaillé par un appui dans des secteurs tels que l'éducation, la lutte contre le VIH/SIDA, l'environnement et la décentralisation administrative où les stratégies sectorielles sont déjà bien développées et leur mise en œuvre en cours. Dans d'autres secteurs, tels que le développement rural et la santé, le développement des stratégies sectorielles n'a commencé qu'en 2003.

À un niveau politique, l'an 2003 a été une année cruciale pour la transition politique du Rwanda. Pendant l'année, la nouvelle constitution a été large-

2. Het uitvoeren van zeer arbeidsintensieve openbare werken, waaronder wegen en milieu-infrastructuur.

3. De uitroeiing van malaria en aids en de steun voor gezondheidswerkers.

4. Het bevorderen van het onderwijs. Er is een tekort aan arbeidskrachten en aan beroepsopleiding op dat vlak.

5. De verbetering van de economische infrastructuur, waaronder het wegennet en het spoor. Het versterken van de human resources dank zij steun aan de KMO's en de alfabetisering van volwassenen.

6. De rechtsbedeling door plaatselijke rechtbanken, genaamd «Gacaca».

7. De terbeschikkingstelling van een woning voor daklozen ten gevolge van de genocide.

8. De ontwikkeling van sectoriële strategieën. Het algemeen kader waarin geldschietters kunnen werken is goed omljnd.

### 3. De heer A. Theodorakis, raadadviseur bij het DG Ontwikkeling van de Europese Commissie

#### 3.1. Uiteenzetting door de heer A. Theodorakis

Vergeleken met Burundi is Rwanda een land dat erin aan het slagen is om de uiterst ramplazige gevolgen van de tragische volkerenmoord van 1994 te boven te komen.

De steun van de Commissie past in het kader van de ontwikkelingsstrategie van de Rwandese regering, gebaseerd op de documenten «Vision 2020» en «Stratégie pour la réduction de la pauvreté». De voornaamste doelstellingen volgens die documenten zijn de armoedebestrijding, en de nationale eenheid en verzoening.

Om die doelstellingen te bereiken wil de regering de economie moderniseren dankzij de transformatie van de landbouw en de groei van de industrie en de dienstensector. Bovendien wordt het decentraliseringsproces beschouwd als een cruciaal element in die strategie.

Die globale visie op de ontwikkelingsstrategie voor het land blijkt op een meer gedetailleerd niveau uit de steun aan sectoren als het onderwijs, de strijd tegen HIV/AIDS, het milieu en de bestuurlijke decentralisatie waar de sectoriële strategieën reeds goed ontwikkeld zijn en thans uitgevoerd worden. In andere sectoren zoals de plattelandontwikkeling en de volksgezondheid is de ontwikkeling van de sectoriële strategieën pas in 2003 begonnen.

2003 was een cruciaal jaar voor de politieke overgang in Rwanda. In dat jaar werd de nieuwe grondwet in een volksraadpleging met een ruime meerder-

ment (93 %) approuvée par référendum. Les élections présidentielles et législatives se sont conclues en septembre/octobre 2003 par la victoire du président Paul Kagame et de son parti politique ainsi que de ses alliés avec 95 % des voix. Bien qu'une mission électorale d'observation de l'Union européenne ait trouvé des faiblesses dans le déroulement et l'organisation du processus électoral, la légitimité du gouvernement n'a pas été mise en question.

L'année 2003 a été également marquée par un apaisement significatif des tensions régionales. Le retour à des relations amicales avec l'Ouganda au début de l'année a été suivi par le rétablissement des relations diplomatiques normales avec le nouveau gouvernement d'unité nationale de la République démocratique du Congo.

En ce qui concerne la coopération structurelle avec la Commission européenne, celle-ci a été caractérisée par des aides à la reconstruction après le génocide, entre 1995 et 1999. Elle s'est manifestée par un apport massif d'aide humanitaire, d'aide d'urgence et d'aide à la réhabilitation physique, ainsi que par un soutien au système et à l'appareil judiciaire. Les différents instruments financiers qui sont à notre disposition — le FED, les interventions par ECHO, et les lignes budgétaires — ont été utilisés d'une manière complémentaire. Pendant cette phase, la Commission européenne a mobilisé environ 650 millions d'euros.

La phase suivante de la coopération avec le Rwanda a démarré en 2000 avec la signature du *Programme Indicatif National* (PIN) du 8<sup>e</sup> FED. Ce passage à la coopération à long terme et à la définition d'une stratégie de réduction de la pauvreté a été accompagné par des actions de reconstruction. Un programme de sécurité Alimentaire avec des actions novatrices de création d'emploi en milieu rural et urbain, ainsi qu'un programme de restructuration de la filière café sous financement ST ABEX, sont en cours d'exécution.

On peut en conclure que, après la phase de la reconstruction, une approche plus structurée a suivi grâce notamment à l'élaboration de politiques sectorielles et à la mise en place de mécanismes institutionnels et de programmation budgétaire visant une gestion rationnelle de l'aide.

Dès lors, la coopération entre la Commission européenne et le Rwanda a fait des progrès considérables. Les reliquats des vieux FED ont été épuisés, et les fonds du 9<sup>e</sup> FED ont été rapidement engagés. Dans les neuf mois suivant la signature du document de stratégie en mars 2003, un total de presque 95 millions d'euros a été engagé, représentant 72 % des fonds programmables.

Actuellement la stratégie pour la mise en œuvre du 9<sup>e</sup> FED a identifié les grands axes de notre

heide goedgekeurd (93 %). De presidents- en de parlementsverkiezingen werden in september/oktober 2003 afgesloten met een overwinning voor president Paul Kagame en zijn partij- en bondgenoten: zij haalden 95 % van de stemmen. Hoewel een verkiezingswaarnemingscommissie van de EU zwakten vaststelde in het verloop en de organisatie van de verkiezingen, is de legitimiteit van de regering nooit in twijfel getrokken.

De regionale spanningen namen in 2003 ook aanzienlijk af. In het begin van het jaar werden opnieuw vriendschapsbanden aangeknoopt met Oeganda. Daarna werden de diplomatieke betrekkingen met de nieuwe regering van nationale eenheid van de Democratische Republiek Congo genormaliseerd.

Wat de structurele samenwerking met de Europese Commissie betreft, die bestond tussen 1995 en 1999 vooral uit steun aan de heropbouw na de genocide. Er werd massale humanitaire hulp, noodhulp en hulp bij de fysieke wederopbouw geboden, maar ook steun aan de uitbouw van het gerechtelijk systeem en het gerechtelijk apparaat. De verschillende financiële instrumenten die ons ter beschikking staan — het Europees Ontwikkelingsfonds (EOF), het optreden van ECHO, en de begrotingsonderdelen — zijn op complementaire wijze gebruikt. Tijdens die fase heeft de Europese Commissie ongeveer 650 miljoen euro vrijgemaakt.

De volgende fase in de samenwerking met Rwanda is in 2000 begonnen met de ondertekening van het Nationaal Indicatief Programma (CNIP) van het 8<sup>e</sup> EOF. Die overgang naar samenwerking op de lange termijn en naar de vaststelling van een armoedebestrijdingstrategie ging vergezeld van een aantal wederopbouwcampagnes. Zo loopt er momenteel een programma voor voedselzekerheid met vernieuwende initiatieven met betrekking tot het scheppen van banen in de steden en op het platteland, alsook een programma voor de herstructurering van de koffiesector gefinancierd door ST ABEX.

Na de fase van de wederopbouw is dus een meer gestructureerde aanpak gevolgd, met name door de uitwerking van sectorale strategieën en door de invoering van institutionele mechanismen en van een budgettair programma, die tot doel hebben de hulp rationeel te beheren.

Vanaf dan is de samenwerking tussen de Europese Commissie en Rwanda er sterk op vooruit gegaan. De restanten van het oude EOF zijn eerst opgebruikt en dan zijn de fondsen van het 9<sup>e</sup> EOF ingezet. Binnen negen maanden na de ondertekening van het strategisch document in maart 2003 zijn bijna 95 miljoen euro vrijgemaakt, of 72 % van de programmeerbare fondsen.

Voor het gebruik van het 9<sup>e</sup> EOF is een strategie ontwikkeld, waarbij ons optreden wordt geconcen-

intervention qui sont le développement rural, la réhabilitation et la reconstruction des grandes infrastructures, l'appui budgétaire ainsi que la justice, la réconciliation et le renforcement des capacités de la société civile.

En ce qui concerne le développement rural, des progrès significatifs ont été accomplis en 2003 par le gouvernement. Celui-ci a établi un nouveau cadre juridique et institutionnel et a préparé des stratégies sectorielles ainsi que des politiques associées. Néanmoins, cela devrait se traduire dans les prochaines années par des résultats concrets. Un montant de 32 millions d'euros a été attribué au secteur du développement rural pour la réduction de la pauvreté, qui comprendra également un soutien aux autorités locales et à la mise en œuvre de l'approche *Ubudehe*, qui consiste en une approche de planification du développement basée sur la communauté locale.

Une attention particulière sera portée aux questions de genre et d'environnement dans le cadre des interventions dans le domaine du développement rural. Ce sont surtout les femmes qui profiteront de la génération d'emplois en milieu rural, puisque la majorité des agriculteurs est composée de femmes. Enfin, la recapitalisation des zones rurales et la création des activités économiques par l'exploitation agricole permettront de réduire la pression sur les terres cultivables et ainsi de décélérer la dégradation environnementale.

Des progrès encourageants ont été également accomplis en termes de développement d'une stratégie dans le secteur des infrastructures. Cette stratégie intégrera les éléments clés de la politique des transports et sera liée à la stratégie de développement rural. La stratégie sera finalisée en 2004 avec l'aide de la Commission européenne et de la Banque mondiale. En ce qui concerne les réalisations, les années 2004 et 2005 vont représenter le point d'achèvement des projets d'infrastructure à grande échelle financés par le FED. À titre d'exemple, deux programmes de réhabilitation des infrastructures et bâtiments publics sont actuellement mis en œuvre. Les contrats pour la réhabilitation des routes nationales (Gitaramé — Akanyaru, Kigali — Kayonza), pour un montant total de plus de 40 millions d'euros, ont été signés, et les travaux ont commencé.

En outre, le contrat pour la réhabilitation de l'aéroport de Kigali sera signé d'ici peu, en cofinancement avec la Banque européenne d'investissements ainsi que le contrat pour la réhabilitation du bâtiment de la Cour suprême. Enfin, deux projets d'infrastructure sont en préparation, à savoir un projet d'approvisionnement en eau potable à Bugasera (19,3 millions d'euros) et la réhabilitation du bâtiment de l'Assemblée nationale et du ministère de la Justice (5 millions d'euros).

treerd rond een aantal krachtlijnen: de rurale ontwikkeling, de rehabilitatie en wederopbouw van de grote infrastructures, budgettaire steun, justitie, verzoening en de opbouw van de mogelijkheden van de burgermaatschappij.

Met betrekking tot de rurale ontwikkeling heeft de regering in 2003 aanzienlijke vooruitgang geboekt. Zij heeft een nieuw juridisch en institutioneel kader gecreëerd en sectorale strategieën voorbereid samen met de bijhorende beleidslijnen. Dat zou de volgende jaren tot concrete resultaten moeten leiden. De sector van de rurale ontwikkeling heeft een bedrag van 32 miljoen euro gekregen voor de armoedebestrijding. Daaronder valt ook de steun aan de lokale overheden en aan de toepassing van het *Ubudehe*-initiatief, waarbij voor de planning van de ontwikkeling wordt uitgegaan van de plaatselijke gemeenschap.

Op het vlak van de rurale ontwikkeling zal bijzondere aandacht gaan naar gender- en milieukwesties. Aangezien de meeste landbouwers vrouwen zijn, zullen vooral vrouwen er voordeel bij hebben dat op het platteland nieuwe banen worden gecreëerd. Ten slotte zullen de hergroepering van de rurale gebieden en de economische activiteiten die ontstaan in de marge van de landbouwexploitatie, de druk op de bebouwbare gronden en de aantasting van het milieu doen afnemen.

Ook op het vlak van de ontwikkeling van een strategie in de infrastructuursector zijn bemoedigende resultaten geboekt. Die strategie houdt rekening met de belangrijkste elementen uit het transportbeleid en wordt gelinkt aan de strategie inzake rurale ontwikkeling. De strategie zal in 2004 worden afgerond met de hulp van de Europese Commissie en de Wereldbank. In 2004 en 2005 worden ook een aantal grote infrastructuurprojecten voltooid die gefinancierd worden door het EOF. Momenteel worden twee programma's uitgevoerd die de wederopbouw van infrastructuur en openbare gebouwen tot doel hebben. Met betrekking tot de wederopbouw van het nationale wegennet (Gitaramé — Akanyaru, Kigali — Kayonza), zijn overeenkomsten ondertekend voor een bedrag van meer dan 40 miljoen euro. De werken zijn al begonnen.

Eerlang wordt een overeenkomst ondertekend met betrekking tot de wederopbouw van de luchthaven van Kigali, die mede wordt gefinancierd door de Europese Investeringsbank. Hetzelfde geldt voor de wederopbouw van het Hooggerechtshof. Ten slotte worden nog twee infrastructuurprojecten voorbereid: een drinkwatervoorzieningsproject in Bugasera (19,3 miljoen euro), en de wederopbouw van de gebouwen van de *Assemblée nationale* en van het ministerie van Justitie (5 miljoen euro).

Enfin, en ce qui concerne notre appui au secteur de la Justice, à la réconciliation et à la société civile, le programme principal de la Commission européenne dans ce domaine est financé par le 9<sup>e</sup> FED, incluant une assistance technique à long terme au ministère de la Justice mais aussi des aides aux ONG, par exemple pour le monitoring du processus «gacaca», et à des activités culturelles.

La Commission a d'ailleurs également fourni une aide pour le financement de la transition politique, à savoir un projet d'assistance aux organisations des élections en 2003 ainsi que pour la mission d'observation électorale de l'Union européenne. La Commission européenne continue à utiliser ses lignes budgétaires pour financer des projets d'ONG en 2003, pour soutenir des projets dans les domaines de la démocratie et les droits de l'homme et des projets de cofinancement avec des ONG locales afin de renforcer leurs capacités.

### 3.2. *Échange de vues*

Mme Lizin demande si les sommes du 9<sup>e</sup> FED sont récupérables par les bailleurs de fonds.

Par ailleurs, elle a des doutes quant à la possibilité qu'ont les pays de dépenser les sommes allouées. Il y a des blocages.

M. Galand se demande si la communauté internationale fait tout ce qu'elle devrait faire.

Il y a bien sûr les responsabilités locales, mais ces pays africains sont à leur tour victimes de la vision géopolitique et géostratégique américano-britannique (par exemple à travers le plan ougandais).

Leur analyse s'oppose à la communauté sous influence française. Est-on parvenu à développer aujourd'hui une nouvelle vision commune en harmonie avec les objectifs et besoins des partenaires congolais? Compte tenu du fait que l'opération congolaise comporte de grands risques, la question se pose de savoir si l'Union européenne mène en permanence une politique cohérente d'appui international.

M. Galand s'interroge également sur le problème du financement. Les soldes des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> FED sont-ils transférés vers le 9<sup>e</sup> FED? Les sommes citées par M. Theodorakis sont-elles des prêts ou des dons? Comment sont-elles intégrées dans la comptabilité au niveau européen? Sont-elles reprises dans les chiffres de l'OCDE? L'orateur demande une spécification en matière de projet de santé. Quelle politique l'union européenne compte-t-elle par exemple mener vis-à-vis de l'université Sendwe de Lubumbashi?

Mme Durant insiste sur l'importance de la sécurité et la démobilisation de tous ceux qui ne font pas partie de l'armée congolaise. Une des conditions de la

Het voornaamste hulpprogramma van de Europese Commissie in de sector van Justitie, verzoening en de burgermaatschappij wordt gefinancierd door het 9e EOF. Het bestaat uit technische bijstand op lange termijn aan het ministerie van Justitie, maar ook uit steun aan NGO's, bijvoorbeeld voor de monitoring van het «gacaca»-proces, en aan culturele activiteiten.

De Commissie heeft ook de politieke overgang financieel gesteund. Zo heeft zij steun geboden voor de organisatie van de verkiezingen in 2003 en voor de verkiezingswaarnemingscommissie van de Europese Unie. De Europese Commissie blijft haar begrotingsonderdelen gebruiken om de projecten van NGO's in 2003 te financieren, en om steun te bieden aan projecten op het vlak van de democratie en de mensenrechten en aan projecten van cofinanciering met de plaatselijke NGO's teneinde hun mogelijkheden te verruimen.

### 3.2. *Gedachtewisseling*

Mevrouw Lizin vraagt of de bedragen van het 9e EOF door de kredietgevers kunnen worden gerecupereerd.

Overigens betwijfelt ze of de landen de toegekende bedragen kunnen uitgeven. Er zijn blokkeringen.

De heer Galand vraagt zich af of de internationale gemeenschap wel doet wat ze moet doen.

Uiteraard zijn er plaatsgebonden verantwoordelijkheden, maar die landen zijn op hun beurt het slachtoffer van de Amerikaanse-Britse geopolitieke en geostrategische visie (bijvoorbeeld via het Oegandese plan).

Hun analyse is gekant tegen de gemeenschap die onder Franse invloed staat. Is men erin geslaagd vandaag een nieuwe gemeenschappelijke visie uit te werken die overeenstemt met de doelstellingen en behoeften van de Congolese partners? Aangezien de Congolese operatie riskant is, rijst de vraag of de Europese Unie steeds een coherent beleid van internationale ondersteuning voert.

De heer Galand heeft ook vragen bij het financieringsprobleem. Is het saldo van het 7e en 8e EOF aan het 9e EOF overgedragen? Zijn de bedragen die de heer Theodorakis heeft vermeld, leningen of giften? Hoe worden ze geboekt op Europees niveau? Zijn ze in de OESO-cijfers opgenomen? Spreker vraagt nadere informatie over de gezondheidsprojecten. Welk beleid wil de Europese Unie bijvoorbeeld voeren ten opzichte van de Sendwe-universiteit van Lubumbashi?

Mevrouw Durant beklemtoont het belang van de veiligheid en van de demobilisatie van al wie geen deel uitmaakt van het Congolese leger. Eén van de voor-

réhabilitation générale est de mettre fin aux bandes armées et aux pratiques de pillage. Quelle est l'opinion de l'auditionné concernant le soutien que pourrait donner l'Union européenne à des programmes comme ceux développés au Mozambique (avec M. Ajello à l'époque) via des ONG et le partenariat à une démobilisation et une démilitarisation de tous les belligérants qui ne font pas parti de l'armée. Comment l'Union européenne compte-t-elle intervenir dans ce domaine?

Quels sont les contacts entre l'Union européenne et les Nations unies en ce qui concerne des partenariats en terme d'appui à la transition au Congo et dans la région, en ce qui concerne les soutiens politiques, financiers et autres à donner?

Quels sont les critères que l'Union européenne utilise pour évaluer l'utilisation des moyens, les projets, etc.?

M. Christiaensens a une expérience de 30 ans en Afrique.

Il a suivi les négociations à Arusha et à Sun City. Il a dirigé, pendant quatre ans, la délégation qui a négocié en Tanzanie avec Mandela et Nyerere. En outre, il a travaillé pendant 27 ans pour le Fonds de développement européen.

Les États-Unis ont en Afrique un point de vue tout à fait différent de celui de l'Union européenne, parce qu'ils s'adressent non pas aux gouvernements, mais directement aux contractants américains, qui font du bon travail, mais absorbent une grande partie du budget. En RDC et au Burundi, les États-Unis financent principalement l'aide humanitaire, mais aussi la ligne ferroviaire de Kibundu au Katanga, avec l'aide des ONG américaines.

Il y a le principe du « lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement ». La situation diffère de pays à pays. Au Rwanda, on a déjà consacré 600 millions d'euros à l'aide d'urgence, à la réhabilitation et au développement. En RDC, on est toujours dans la première phase de l'aide à la réhabilitation, mais le neuvième FED s'intéressera davantage au volet développement. On constate le même phénomène au Burundi, bien que l'Union européenne y travaille depuis plus longtemps.

Tous les programmes comportent également un tableau accompagné d'indicateurs (voir les objectifs du développement du Millénaire des Nations unies). Actuellement, on est capable de mesurer systématiquement l'incidence et les résultats des programmes.

#### 4. M. Alain Verhaagen, maître de conférence, ULB

##### 4.1. Exposé de M. Alain Verhaagen

Depuis 10 ans déjà, le Rwanda essaie d'assumer son passé afin de pouvoir prendre en charge son avenir. À

waarden voor het algemene herstel is dat een einde wordt gemaakt aan het optreden van gewapende bendes en aan de plunderingen. Wat denkt spreker over de steun die de Europese Unie kan geven aan programma's zoals in Mozambique werden ontwikkeld (indertijd met de heer Ajello) via NGO's en over het partnerschap voor de demobilisatie en de demilitarisatie van alle strijdende partijen die geen deel uitmaken van het leger? Hoe denkt de Europese Unie op dat gebied op te treden?

Welke contacten zijn er tussen de Europese Unie en de Verenigde Naties in verband met partnerschappen voor de ondersteuning van de overgang in Congo en in de regio, in verband met de politieke, financiële en andere steun die moet worden gegeven?

Aan de hand van welke criteria evalueert de Europese Unie het gebruik van de middelen, de projecten, enz.?

De heer Christiaensens heeft 30 jaar ervaring in Afrika.

Hij heeft de onderhandelingen in Arusha en Sun City gevolgd. Hij was gedurende vier jaar het hoofd van de delegatie in Tanzania die onderhandelde met Mandela en Nyerere. Bovendien werkte hij gedurende 27 jaar voor het Europees Ontwikkelingsfonds.

De zienswijze van de Verenigde Staten in Afrika is heel verschillend van die van de Europese Unie, omdat ze niet met de regeringen maar rechtstreeks met de Amerikaanse contractanten handelen die goed werk leveren maar een groot deel van het budget opslorpen. In de DRC en in Burundi financieren de Verenigde Staten bijna hoofdzakelijk de humanitaire hulp, maar ook de spoorweglijn van Kibundu in Katanga met de hulp van Amerikaanse NGO's.

Er is het principe van « linking relief, rehabilitation and development ». De situatie desbetreffende is verschillend van land tot land. In Rwanda heeft men reeds 600 miljoen euro besteed aan « relief, rehabilitation and development ». In de DRC zit men nog in de eerste fase van de RR, maar de negende FED zal al meer aandacht aan het luik ontwikkeling besteden. Zelfde fenomeen stelt men in Burundi vast, hoewel de EU er reeds langer werkzaam is.

Alle programma's bevatten eveneens een tabel met indicatoren (cf. de Millennium development goals van de VN). De dag van vandaag is men in staat systematisch impact en resultaten van de programma's te meten.

#### 4. De heer Alain Verhaagen, lector aan de ULB

##### 4.1. Uiteenzetting van de heer Verhaagen

Reeds 10 jaar lang probeert Rwanda zijn verleden te verwerken om aan de toekomst te kunnen bouwen.

l'heure actuelle, la société rwandaise semble avoir récupéré sa vitalité. Il y a néanmoins deux hypothèques très lourdes qui pèsent sur ce dynamisme: la première est celle de la peur, la seconde est celle du facteur temps. Le génocide a été bien organisé. Les quelques rescapés du génocide nourrissent une peur inhibante que ce génocide ne soit consommé. Cette peur se trouve renforcée par le fait qu'il y a beaucoup d'assassins qui ont recouvré la liberté.

La peur règne également chez les compatriotes Hutu des rescapés Tutsi. La grande majorité de la population Hutu rwandaise est innocente mais cette population craint d'être suspectée un jour. Cette peur représente un lourd défi pour le gouvernement d'unité nationale du Rwanda. Les dix ans qui se sont écoulés depuis le génocide ne suffisent pas pour prendre assez de recul vis-à-vis des sentiments et des émotions profondes qui ont pris des allures de fantôme.

Le temps, la deuxième hypothèque qui pèse sur le dynamisme, peut être salvateur pour résorber la peur mais en même temps il l'entretient.

Le temps doit permettre de changer la mentalité qui a régné de 1959 à 1994. Pendant cette période, une grande partie de la population rwandaise n'était pas considérée comme des êtres humains. L'orateur cite l'exemple de M. Faustin Twagiramungu, qui a tenu une campagne dans la logique de la négation d'une partie de la population rwandaise. Il représente son pays comme un sapin dont le sommet, « les Tutsis », constitue la seule partie importante.

En ce qui concerne les résultats des élections d'octobre 2003, le rapport dressé par la « Francophonie » (1) est en contradiction avec le rapport des observateurs de l'Union européenne mais pas avec le rapport officiel de l'Union européenne. D'après le rapport de la délégation de l'orateur, les élections se sont déroulées de manière correcte et conformément à la loi.

L'orateur se réjouit du fait que deux partis, décimés par le pouvoir génocidaire — avant le génocide, de 1991 à 1994 —, à savoir le PSD (Parti social démocrate) et le PL (Parti libéral) sont parvenus, avec des moyens modestes, à attirer les suffrages de pratiquement un quart de l'électorat rwandais. Un cartel de cinq partis, mené par le FPR, a ramené 70 % des suffrages.

L'orateur souligne que la Belgique n'a jamais eu d'approche stratégique du développement de la région des Grands Lacs. À l'heure actuelle notre pays adopte une attitude tactique en réagissant à ce qui se passe dans cette région. Ceci constitue déjà un progrès par rapport au passé.

(1) Dont l'auteur est auditionné.

Vandaag lijkt de Rwandese maatschappij haar vitaliteit herwonnen te hebben. Er bestaan echter twee zeer ernstige bedreigingen voor die dynamiek: de eerste is de angst, de tweede de tijd. De volkerenmoord was goed georganiseerd. De weinige overlevenden leven in de verlammende angst dat de volkerenmoord « afgewerkt » wordt. Die angst wordt aangewakkerd door het feit dat vele moordenaars opnieuw vrijgekomen zijn.

Ook bij de Hutubevolking die met de Tutsi overlevenden samenleeft, heerst er angst. De grote meerderheid van de Hutu's zijn onschuldig maar zij vrezen op een dag in verdenking gesteld te worden. Die angst is een grote uitdaging voor de Rwandese regering van nationale eenheid. Tien jaar is niet genoeg om afstand te kunnen nemen van de diepe gevoelens en emoties die ondertussen tot waanbeelden zijn uitgegroeid.

De tweede bedreiging voor de nieuwe dynamiek, de tijd, kan heilzaam zijn om de angst te doen wegebben, maar terzelfdertijd onderhoudt hij ook die angst.

De tijd moet ervoor zorgen dat de mentaliteit die heerste van 1959 tot 1994, verandert. In die periode werd een groot deel van de Rwandese bevolking niet als mensen beschouwd. Spreker haalt het voorbeeld aan van de heer Faustin Twagiramungu, die een campagne gevoerd heeft waarbij een deel van de Rwandezen genegeerd werden. Hij stelt zijn land voor als een spar waarvan de top, « de Tusi » het enige belangrijke deel zijn.

Wat betreft de verkiezingsresultaten van oktober 2003 is het verslag opgemaakt door de « Francophonie » (1) in tegenstrijd met het verslag van de waarnemers van de Europese Unie, maar niet met het officiële verslag van de Europese Unie. Volgens het verslag van de afvaardiging van de spreker zijn de verkiezingen op een correcte manier en in overeenstemming met de wet verlopen.

Spreker is verheugd over het feit dat twee partijen, die door de regering die verantwoordelijk is voor de volkerenmoord tussen 1991 en 1994, dus vóór de volkerenmoord, nagenoeg uitgeroeid werden — namelijk de PSD (Parti social démocrate) en de PL (Parti libéral) — met weinig middelen erin geslaagd zijn om bijna een kwart van de Rwandese kiezers voor zich te winnen. Een cartel van vijf partijen onder leiding van de FPR heeft 70 % van de stemmen behaald.

Spreker wijst erop dat België de ontwikkeling van de regio rond de Grote Meren nooit op een strategische manier benaderd heeft. Vandaag neemt ons land een tactische houding aan door te reageren op wat er ginds gebeurt. Dat betekent al een vooruitgang ten opzichte van het verleden.

(1) Waarvan spreker de auteur is.

#### 4.2. *Échange de vues*

M. Hostekint attire l'attention sur le fait que le gouvernement Verhofstadt II souhaite jouer un rôle de premier plan dans la région des Grands Lacs. L'intervenant aimerait savoir dans quel domaine notre pays peut apporter une aide. Du reste, la Belgique entend également jouer un rôle militaire et pourrait s'engager aussi militairement au Burundi. Le membre est encore réticent vis-à-vis de cette éventualité, vu ce qui est arrivé aux paras belges au Rwanda en 1994. Il voudrait connaître l'avis du professeur Verhaagen en ce qui concerne l'immixtion militaire belge au Burundi, au Congo et éventuellement aussi au Rwanda.

M. Verhaagen répond que la Belgique pourrait offrir une garantie à des investisseurs potentiels. Ceci a été discuté lors de la visite du président Kabila et le dossier semble évoluer dans le bon sens.

L'État rwandais ne pourrait pas effectuer une ponction fiscale sur les revenus des entreprises en tant que personnes morales parce que cela les empêcherait de renaître. La ponction fiscale sur des personnes physiques qui doivent survivre avec moins d'un euro par jour est également exclue. Dès lors, il ne reste que l'aide au développement. Il faut surtout accorder de l'aide à l'enseignement primaire. À l'heure actuelle, la Belgique se limite à l'octroi de bourses du troisième cycle. Si l'aide financière n'est pas augmentée, on risque, dans moins d'une génération, de voir le pays géré par des quasi-analphabètes.

Notre pays ne peut pas être soupçonné d'avoir un agenda secret et est donc bien placé pour mettre en place une stratégie en matière de développement dans la région. Le Rwanda affiche à l'heure actuelle une croissance de 9% grâce à la diaspora revenue dans le pays. Il convient d'utiliser cet atout dans le cadre d'une stratégie cohérente. Le Portugal a une ambition stratégique beaucoup plus forte que notre pays en dépit du fait que son économie est beaucoup moins riche que la notre. Le rôle des parlementaires est de fustiger positivement le gouvernement pour le forcer à définir cette ambition stratégique.

En ce qui concerne l'aspect militaire, les reproches faits aux paras belges par le général Roméo Dallaire lui semblent totalement injustes. Il aurait pu, en se départant de son mandat onusien, par son autorité militaire sur place, rappeler le peloton de tueurs rwandais. Ceci aurait pu sauver la vie des paras belges mais aurait également permis d'étouffer dans l'œuf le génocide.

Si la Belgique entend se lancer dans la coopération militaire, elle doit également faire preuve d'une vision stratégique. Ceci permettrait de prévenir des dérives, comme le pillage. Il y a dès lors un travail pédagogique et juridique à accomplir dans ce domaine.

#### 4.2. *Gedachtewisseling*

De heer Hostekint wijst erop dat de regering Verhofstadt II een vooraanstaande rol wil spelen in de regio van de Grote Meren. Spreker wenst te weten in welke domeinen ons land hulp kan bieden. België wil trouwens ook een militaire rol spelen en zou zich eventueel ook militair engageren in Burundi. Het lid staat er nogal weigerachtig tegen gezien de gebeurtenissen in Rwanda met de Belgische para's in 1994. Het lid wenst te weten wat de mening is van professor Verhaagen betreffende de Belgische militaire inmenging in Burundi, Congo en eventueel ook in Rwanda.

De heer Verhaagen antwoordt dat België waarborgen kan bieden aan potentiële investeerders. Daar is over gesproken tijdens het bezoek van president Kabila en het dossier lijkt de goede richting uit te gaan.

De Rwandese Staat kan geen belastingen heffen op de inkomsten van bedrijven als rechtspersonen omdat zulks hun heropleving zou schaden. Ook het belasten van natuurlijke personen die met minder dan één euro per dag moeten overleven, is uitgesloten. Het enige wat overblijft is dus de ontwikkelingshulp. Er moet vooral hulp komen voor het lager onderwijs. Thans beperkt België zich tot het toekennen van beurzen voor de derde graad. Zonder bijkomende financiële hulp dreigt het land in minder dan één generatie bestuurd te worden door bijna-analfabeten.

Ons land kan niet verdacht worden van het houden van een verborgen agenda en bevindt zich dus in een gunstige positie om een ontwikkelingsstrategie in de regio uit te werken. Rwanda kent momenteel een groei van 9% dankzij de diaspora die in het land teruggekeerd is. Die troef moet uitgespeeld worden in het kader van een coherente strategie. Portugal heeft veel meer strategische ambitie dan ons land ondanks het feit dat zijn economie veel zwakker is dan de onze. Het komt de parlementsleden toe om de regering op een positieve manier aan de kaak te stellen en te dwingen om die strategische ambitie uit te werken.

Wat het militaire aspect betreft, lijken de verwijten van generaal Romeo Dallaire aan het adres van de Belgische para's hem volkomen onterecht. Door af te wijken van zijn VN-mandaat had hij, op grond van zijn militair gezag ter plaatse, het peloton van Rwandese moordenaars kunnen terugroepen. Dat had het leven van de Belgische para's kunnen redden maar had ook de volkerenmoord in de kiem kunnen smoren.

Als België aan militaire samenwerking wil doen, moet het ook blijk geven van een strategische visie. Dat zou ontsporingen zoals plunderingen kunnen voorkomen. Op dat vlak is er dus pedagogisch en juridisch werk te verrichten.



5. M. Innocent Gakwaya, directeur RAMA (la Rwandaise d'assurance maladie).

5.1. *Exposé de M. Innocent Gakwaya*

1. SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE AU RWANDA

*Situation géographique*

Le Rwanda est ce petit pays enclavé, situé en Afrique Centrale que l'on appelle communément « Afrique des Grands Lacs ».

Sa superficie totale est de 26 338 km<sup>2</sup> pour une population de 8 300 000 habitants, soit une densité de 315 habitants au km<sup>2</sup>: ce qui en fait le pays à densité parmi une des plus fortes d'Afrique.

Le pays est divisé en 12 provinces (11 plus la ville de Kigali); il compte 107 districts administratifs (équivalents des communes de Belgique); ces districts sont à leur tour subdivisés en secteurs (1 545) et enfin en cellules (unité administrative de base au nombre de 9 175).

*Situation économique*

La situation économique du pays est difficile: guerre civile, génocide, exil et retour des réfugiés sont des éléments qui sont venus aggraver une situation structurelle de pays sous-développé.

*Indicateurs socio-économiques*

Population en millions d'habitants: 8,343;

Taux d'accroissement naturel (naissances-décès): 2,9%;

PIB/habitant/ an en USD: 210;

Population en dessous du seuil de pauvreté: 60%;

Dette publique en USD (en milliers): 1 442;

Aides extérieures en millions de USD: 430;

Croissance annuelle attendue: 8%.

Autres données:

— l'agriculture contribue pour 41% au PIB et pour 91% d'emplois;

— 90% de la population est rurale et 53,5% est du sexe féminin;

— 50% de la population a moins de 20 ans dont la moitié sont nés après le génocide.

5. De heer Innocent Gakwaya, directeur van RAMA (la Rwandaise d'assurance maladie).

5.1. *Uiteenzetting door de heer Innocent Gakwaya*

1. GEOGRAFISCHE EN ECONOMISCHE TOESTAND VAN RWANDA

*Geografische toestand*

Rwanda is het ingesloten landje in Centraal-Afrika, dat men gemeenzaam « het Afrika van de Grote Meren » noemt.

De volledige oppervlakte bedraagt 26 338 km<sup>2</sup>, voor een bevolking van 8 300 000 inwoners, waardoor de bevolkingsdichtheid 315 inwoners per km<sup>2</sup> bedraagt. Dat maakt het één van de dichtst bevolkte landen van Afrika.

Het land is in 12 provincies opgedeeld (11 plus de hoofstad Kigali); het telt 107 administratieve districten (vergelijkbaar met de gemeenten in België); die districten zijn op hun beurt onderverdeeld in sectoren (1 545) en die ten slotte in cellen (de kleinste administratieve eenheid, waarvan er 9 175 zijn).

*Economische toestand*

De economische toestand van het land is zorgwekkend: burgeroorlog, genocide, ballingschap en terugkeer van de vluchtelingen zijn feiten die de structurele toestand van het onderontwikkelde land nog erger hebben gemaakt.

*Sociaal-economische kencijfers*

Bevolking in miljoen inwoners: 8,343;

Natuurlijke bevolkingsgroei (geboorten-overlijdens): 2,9%;

BBP/inwoner/ jaar in USD: 210;

Bevolking onder de armoedegrens: 60%;

Overheidsschuld in (duizend) USD: 1 442;

Buitenlandse hulp in (miljoen) USD: 430;

Verwachte jaarlijkse groei: 8%.

Andere gegevens:

— de landbouw is goed voor 41% van het BBP en voor 91% van de banen;

— 90% van de bevolking woont op het platteland en 53,5% is van het vrouwelijke geslacht;

— 50% van de bevolking is jonger dan 20 jaar en de helft daarvan is na de genocide geboren.

## 2. SITUATION DE LA SANTÉ AU RWANDA

A. *Situation générale*

Les indicateurs de santé vont de pair avec les indicateurs socio-économiques :

II.A.1 Espérance de vie à la naissance (ans) : 49;

Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) : 810;

Taux de mortalité (pour 1 000 naissances vivantes) : 107;

Taux de fécondité (nombre d'enfants/femme en âge de procréer) : 5,8;

Prévalence de malnutrition (moins de 5 ans) : 27 %;

Prévalence du sida (population entre 15 et 49 ans) : 13 %.

Les grandes endémies

— paludisme : c'est la première cause de morbidité et de mortalité;

— sida : taux de prévalence de 13 %;

— maladies diarrhéiques et parasitoses.

Structures de direction de la santé

Niveau central :

— Ministère de la Santé;

— Secrétariat d'État en charge de la lutte contre le sida et les grandes endémies;

Niveau régional : Direction régionale de la Santé (correspond plus ou moins aux provinces);

Niveau local : district sanitaire (correspond plus ou moins aux districts administratifs);

Niveau de base : centre de santé (correspondant plus ou moins aux secteurs administratifs)

Pyramide des infrastructures de santé

Niveau central :

— 3 hôpitaux de référence nationale;

— 1 hôpital militaire;

— 1 hôpital neuro-psychiatrique.

Niveau régional et local : 39 hôpitaux de districts.

Niveau de base : 350 centres de santé et dispensaires agréés.

Ressources humaines

— Médecins (toutes spécialités confondues) : 400 mais effectivement 350 qui pratiquent la médecine, ce qui donne 1 médecin pour 25 000 habitants.

## 2. GEZONDHEIDSSITUATIE IN RWANDA

A. *Algemene situatie*

De kencijfers inzake gezondheid gaan samen met de sociaal-economische :

Levensverwachting bij de geboorte (jaar) : 49;

Sterftecijfer moeders (per 100 000 geboorten van levende kinderen) : 810;

Sterfecijfer (per 1 000 geboorten van levende kinderen) : 107;

Vruchtbaarheidscijfer (aantal kinderen/geslachtsrijpe vrouw) : 5,8;

Ondervoedingsprevalentie (jonger dan 5 jaar) : 27 %;

Aids-prevalentie (bevolking van 15 tot 49 jaar) : 13 %.

Belangrijke inheemse ziekten

— malaria : de eerste ziekte- en doodsoorzaak;

— aids : prevalentie van 13 %;

— diarreeziekten en parasitosen.

Directiestructuren volksgezondheid

Centraal niveau :

— Ministère de la Santé;

— Secrétariat d'État en charge de la lutte contre le sida et les grandes endémies;

Regionaal niveau : Direction régionale de la Santé (komt min of meer overeen met de provincies);

Lokaal niveau : gezondheidsdistrict (komt min of meer overeen met de administratieve districten);

Basisniveau : gezondheidscentrum (komt min of meer overeen met de administratieve sectoren).

Piramide van de gezondheidsinfrastructuur

Centraal niveau :

— 3 ziekenhuizen met nationale uitstraling;

— 1 militair hospitaal;

— 1 neuropsychiatrisch ziekenhuis.

Regionaal en plaatselijk niveau : 39 districtenziekenhuizen.

Basisniveau : 350 erkende gezondheidscentra en poliklinieken.

Human resources

— Artsen (alle specialiteiten) : 400, maar 350 die werkelijk de geneeskunde uitoefenen : dat is 1 arts per 25 000 inwoners.

— Pharmaciens: environ 100 soit 1 pharmacien pour 80 000 habitants.

— Infirmières et accoucheuses: environ 3 000 soit 1 infirmière pour 2 800 habitants

De nombreuses écoles d'auxiliaires médicales sont en pleine efflorescence actuellement au Rwanda, si bien qu'à moyen terme (5 à 10 ans), les ressources humaines d'avant le génocide auront été reconstituées.

#### B. Financement de la santé au Rwanda

##### Répartition des charges

— État rwandais: intervient pour 9 % du total des dépenses de la santé:

— total en millions de FRW: 3 660;

— % du budget de l'État consacré à la santé: 3,1 %;

— % des dépenses de santé/PIB: 0,6 %;

— dépenses de santé par habitant en USD: 1,2;

— contribution de la population: 33 %;

— entreprises privées: 5 %;

— entreprises publiques: 3 %;

— aide extérieure: 50 % qui se répartissent de la façon suivante:

— Belgique 26 %,

— USAID 23 %,

— autres 1 %.

##### Recouvrement des coûts des soins de santé

#### Aperçu historique

En 1978, l'initiative de BAMAKO prône la participation communautaire à la gestion des soins de santé pour que ces soins de santé de base soient efficaces, accessibles et viables financièrement. Il s'agissait de mettre fin aux habitudes de gratuité des soins de santé.

En 1979, le Rwanda a adhéré à la déclaration d'Alma Ata qui préconisait «la santé pour tous pour l'an 2000». Cette conférence s'orientait vers les soins de santé primaires: il s'agissait de soins de santé qui doivent être accessibles pour tous, intégrés (promotionnels, préventifs et curatifs) et continus.

Aujourd'hui, le gouvernement développe le plan «vision 2020».

— Apothekers: ongeveer 100 of 1 apotheker per 80 000 inwoners.

— Verpleegsters en vroedvrouwen: ongeveer 3 000 of 1 verpleegster per 2 800 inwoners.

Talrijke scholen voor paramedici kennen momenteel een grote bloei in Rwanda zodat de human resources van vóór de genocide op middellange termijn (5 tot 10 jaar) weer hersteld zullen zijn.

#### B. Financiering van de gezondheidszorg in Rwanda

##### Spreiding van de lasten

— Rwandese Staat: draagt 9 % bij in het totaal van de gezondheidsuitgaven:

— totaal in miljoen FRW: 3 660;

— % van het staatsbudget voor gezondheid: 3,1 %;

— % van de gezondheidsuitgaven/BBP: 0,6 %;

— gezondheidsuitgaven per inwoner in USD: 1,2;

— bijdrage van de bevolking: 33 %;

— privé-ondernemingen: 5 %;

— overheidsbedrijven: 3 %;

— buitenlandse hulp: 50 % die als volgt gespreid is:

— België 26 %,

— USAID 23 %,

— andere 1 %.

##### Recupereren van de kosten voor gezondheidszorg

#### Historisch overzicht

In 1978 verdedigt het BAMAKO-initiatief de deelname van de gemeenschap aan het management van de gezondheidszorg, om die basisgezondheidszorg efficiënt, toegankelijk en financieel leefbaar te maken. Er moest een einde komen aan de gewoonte dat gezondheidszorg kosteloos was.

In 1979 onderschreef Rwanda de verklaring van Alma Ata, die «gezondheid voor allen in 2000» voorstond. Die conferentie was gericht op de primaire gezondheidszorg: het ging om geïntegreerde (promotioneel, preventief en curatief) en doorlopende gezondheidszorg die voor allen toegankelijk moet zijn.

Vandaag ontwikkelt de regering het «vision 2020»-plan.

*Remarque*

Le financement de la santé pose de multiples problèmes au Rwanda: il nécessite des moyens toujours croissants et une gestion de plus en plus complexe.

De façon évidente, ce financement dépend encore beaucoup de l'aide extérieure et principalement de la Belgique.

Il a donc fallu mettre en place des mécanismes devant permettre à terme l'accessibilité des soins de santé à tous. Autrement dit, il fallait (il faut) tendre vers un système de couverture des soins de santé pour tous.

La vision 2020 du Gouvernement rwandais a pour objectif de sortir le pays du sous-développement et de la pauvreté en atteignant un PIB de 900 USD par an et par habitant en 2020. En matière de santé, cette vision tend à réduire la dépendance de l'étranger en termes de financement.

Au terme du présent septennat qui vient de commencer, le Rwanda vise à se doter d'un véritable système d'assurance maladie pour les soins de santé primaires, qui doivent être de bonne qualité et accessibles géographiquement et financièrement à toute la population.

*Couverture en matière de soins de santé*

Actuellement, le Rwanda est divisé en deux groupes distincts économiquement:

1. Le secteur dit « structuré » qui regroupe seulement 10 % de la population:
2. Le secteur dit « informel » qui regroupe les 90 % restants, il s'agit:
  - a) des agriculteurs — éleveurs de bétail à la campagne;
  - b) des petits artisans et petits commerçants ainsi que des sans-emploi essentiellement dans les cités.

## 1. Le secteur structuré

C'est la partie de la population qui bénéficie d'un travail rémunéré officiellement (salaire, revenus) et identifiable soit par les services de la sécurité sociale, des impôts ou d'autres administrations. Cette minorité de la population est privilégiée à plus d'un titre:

- elle a un travail auquel correspond un revenu (le plus souvent de type salarial);
- elle appartient à la partie de la population scolarisée;
- elle a accès aux moyens modernes de connaissance;

*Opmerking*

De financiering van de gezondheidszorg doet in Rwanda allerlei problemen rijzen: ze vergt steeds meer middelen en een steeds complexer management.

Het is duidelijk dat die financiering nog erg afhankelijk is van buitenlandse hulp, hoofdzakelijk die van België.

Men heeft dus mechanismen moeten instellen waardoor allen op termijn toegang moeten krijgen tot de gezondheidszorg. Men moest (moet) met andere woorden streven naar een systeem dat voorziet in gezondheidszorg voor iedereen.

« Vision 2020 » van de Rwandese regering heeft tot doel het land uit de onderontwikkeling en uit de armoede te halen door een BBP van 900 USD per jaar en per inwoner te halen in 2020. Wat gezondheid betreft, wil dat plan de afhankelijkheid van het buitenland inzake financiering te beperken.

Op het einde van de huidige zevenjarige ambtstermijn die pas begonnen is, wil Rwanda een volwaardig stelsel van ziekteverzekering uitbouwen voor de basisgezondheidszorg, die van goede kwaliteit moet zijn, en geografisch en financieel toegankelijk voor de hele bevolking.

*Dekking van de gezondheidszorg*

Het huidige Rwanda is verdeeld in twee economische sectoren:

1. de « gestructureerde » sector, waarin slechts 10 % van de bevolking actief is;
2. de « informele » sector, waarin de overige 90 % werkzaam zijn, namelijk:
  - a) de landbouwers en veetelers op het platteland;
  - b) de kleine ambachtslieden en handelaars alsook de werklozen, voornamelijk in de steden.

## 1. De gestructureerde sector

Het betreft het deel van de bevolking met een officieel betaalde betrekking (wedde, inkomsten) dat bekend is bij de diensten van de sociale zekerheid, de belastingen of andere administraties. Die minderheid van de bevolking wordt in meer dan één opzicht bevoordeeld:

- zij hebben werk waaraan inkomsten verbonden zijn (meestal een wedde);
- zij behoren tot het geschoolde deel van de bevolking;
- zij hebben toegang tot moderne informatiemiddelen;

— elle a accès aux structures de confort de base (eau, électricité, habitat, hygiène, transport, etc.);

— elle a accès plus facilement aux soins de santé à presque tous les niveaux.

Il en va de même en matière de couverture de soins de santé.

Existe par elle :

a) La Caisse Sociale du Rwanda (CSR). Même si elle ne couvre pas la branche maladie ni les prestations familiales, elle assure quand même une couverture en matière de maladie professionnelle, d'invalidité, de pension et d'accident de travail. Dans ces domaines, elle couvre 100 000 personnes. De plus, la CSR prend en charge la totalité des soins de santé de ses propres agents.

b) La Rwandaise d'Assurance Maladie (RAMA) intervient dans ce secteur structuré :

a) En 2001, elle fut mise en place pour couvrir uniquement les agents de la Fonction publique et ceux du secteur parastatal.

b) Depuis 2003, elle est ouverte aux entreprises privées.

Il s'agit pour les fonctionnaires de l'État et du parastatal d'une assurance de type obligatoire, à prélèvement fixe sur salaire de base (cotisation) et avec ticket modérateur de 15 % des soins reçus.

Pour le secteur privé qui adhère à la RAMA, il s'agit d'une adhésion volontaire (sur demande) mais aux mêmes conditions que pour le public.

Actuellement 180 000 personnes sont couvertes par la RAMA, soit 2,2 % de la population.

c) Les autres types d'assurances :

- a. les assurances des grandes écoles;
- b. les assurances des communautés confessionnelles;
- c. les assurances de quelques institutions hospitalières.

Ce secteur ne couvre que 15 à 20 000 personnes

d) Les grandes sociétés privées (banques, compagnies d'assurance, entreprises privées) prennent en charge les soins de leurs agents avec ou sans cotisation, avec ou sans ticket modérateur.

Le nombre de personnes prises en charge ainsi est de 25 000.

Il faut noter que les quatre grandes compagnies d'assurances ne proposent pas (encore) à leur clientèle d'assurance maladie.

2. Le secteur non structuré dit « informel » (90 % de la population)

a) Contexte

— zij hebben toegang tot de basisvoorzieningen (water, elektriciteit, woning, hygiëne, vervoer, enz.);

— zij hebben gemakkelijker toegang tot gezondheidszorg op bijna alle niveaus.

Bovendien genieten zij een betere dekking van de gezondheidszorg.

Voor hen bestaat :

a) de Caisse Sociale du Rwanda (CSR). Hoewel zij noch de ziekte, noch de gezinsbijslag dekt, biedt zij toch een dekking inzake beroepsziekten, invaliditeit, pensioenen en arbeidsongevallen. Op dat vlak dekt zij ongeveer 100 000 mensen. Bovendien neemt de CSR de volledige kosten inzake gezondheidszorg van haar werknemers voor haar rekening.

b) De Rwandaise d'Assurance-Maladie (RAMA) treedt op in de gestructureerde sector :

a) in 2001 werd zij opgericht voor de ambtenaren van de overheid en de parastatalen.

b) Sinds 2003 is zij ook voor privé-bedrijven toegankelijk.

Voor de ambtenaren van de overheid en de parastatalen is die verzekering verplicht, via een vaste inhouding op de basiswedde (bijdrage) en 15 % remgeld op de verstrekte zorg.

Voor de privé-sector is de aansluiting vrijwillig (op aanvraag) maar de voorwaarden zijn dezelfde als voor de ambtenaren.

Momenteel dekt de RAMA 180 000 personen, of 2,2 % van de bevolking.

c) De andere soorten verzekeringen :

- a. de verzekeringen van de grote scholen;
- b. de verzekeringen van de geloofsgemeenschappen;
- c. de verzekeringen van enkele ziekenhuizen.

Die sector dekt slechts 15 tot 20 000 mensen.

d) De grote privé-ondernemingen (banken, verzekeringsmaatschappijen, bedrijven) voorzien in de gezondheidszorg van hun werknemers, al dan niet door een bijdrage of remgeld.

In totaal gaat het om 25 000 personen.

Opmerkelijk is dat de vier grote verzekeringsmaatschappijen (nog) geen ziekteverzekering aan hun klanten aanbieden.

2. De niet-gestructureerde of informele sector (90 % van de bevolking)

a) Context

Jusque récemment, l'accès aux soins de santé était conditionné au paiement anticipé de la prestation. Cela rendait les soins de santé inaccessibles pour une grande partie de la population à cause de la pauvreté de ces gens.

Il a donc fallu initier le concept de mutuelle de santé pour que les gens s'entraident et parviennent à se faire soigner.

### Principe

Le pouvoir est en train d'inciter de façon intensive la population à adhérer à ce principe basé sur :

- une solidarité d'une communauté d'habitants (par ex. autour d'un centre de santé);
- une cotisation annuelle ou semestrielle/famille décidée par la communauté;
- la gestion de cette mutuelle est faite suivant les règles édictées par la communauté;
- les soins couverts sont déterminés par la communauté avec l'aide des prestataires de soin:

### Difficultés

Mais les initiatives de mutuelles de santé sont encore au stade expérimental par endroits mais à d'autres, elles sont en voie de consolidation (les plus anciennes ont 4 ans d'existence).

Mais toutes souffrent des mêmes maux et pas des moindres:

- l'absence d'un cadre légal, encore en état de finalisation (loi de 1958);
- les cotisations sont faibles par rapport au coût des soins et au faible pouvoir d'achat des populations: d'où la grande variabilité des montants de cotisations (environ 2 500 FRW par an et par famille de sept personnes);
- le taux d'adhésion « permanente » est faible dans l'ensemble;
- le paquet minimum d'activité (PMA) auquel donne droit la mutuelle de santé est assez limité;
- la sélection adverse (n'adhèrent que ceux qui ont des problèmes de santé) et le risque moral (surconsommation des soins parce que l'on cotise) sont fréquents;
- le manque de professionnalisme dans la gestion des mutuelles de santé entraîne des fraudes, abus etc ...;

Tot voor kort moest elke behandeling vooraf betaald worden. Daardoor was de gezondheidszorg ontoegankelijk voor een groot deel van de bevolking, die in armoede leeft.

Men heeft dus het begrip ziekteverzekering via een ziekenfonds moeten invoeren zodat de burgers tot solidariteit komen en zich kunnen laten verzorgen.

### Beginsel

De regering zet de bevolking op intensieve wijze aan om zich aan te sluiten bij dat beginsel, dat gegrond is op:

- de solidariteit van een gemeenschap van inwoners (bijv. rond een gezondheidscentrum);
- een jaarlijkse of halfjaarlijkse bijdrage per gezin bepaald door de gemeenschap;
- het ziekenfonds wordt beheerd volgens regels die de gemeenschap vastlegt;
- de gedekte behandelingen worden vastgesteld door de gemeenschap, bijgestaan door de zorgverleners;

### Moeilijkheden

Die initiatieven voor een ziekenfonds bevinden zich op sommige plaatsen nog in een experimenteel stadium maar op andere plaatsen komen zij stilaan op kruissnelheid (de oudste bestaan 4 jaar).

Alle lijden ze echter aan dezelfde kwalen, en niet de geringste:

- het ontbreken van een wettelijk kader, waar nog de laatste hand aan gelegd moet worden (wet van 1958);
- de bijdragen zijn klein in verhouding tot de kosten van de behandeling en de geringe koopkracht van de bevolking: zij variëren dan ook sterk (ongeveer 2 500 FRW per jaar en per gezin van zeven personen);
- in het algemeen is het aantal « vaste » bijdragen gering;
- het minimumpakket verzorging waarop het ziekenfonds recht geeft is vrij beperkt;
- het feit dat alleen zij die met gezondheidsproblemen kampen een bijdrage storten en de tendens tot overconsumptie omdat men een bijdrage stort, zijn vaak voorkomende problemen;
- het gebrek aan professionalisme in het beheer van de ziekenfondsen leidt tot fraude, misbruik, enz.;

— la culture de s'assurer contre un danger encore hypothétique n'est pas ancrée dans la culture des paysans rwandais;

— le fait d'être considérées comme une source de financement par les structures prestataires de soins avec le danger de surconsommation;

Il existe une frange de la population, difficilement quantifiable et particulièrement vulnérable: ce sont les indigents. Il s'agit des plus pauvres parmi les pauvres: ils répondent aux critères de sélection déterminés par les communautés parmi lesquelles ils vivent.

Ces indigents sont pris en charge (gratuitement) par l'État ou à défaut par les ONG à vocation caritative.

Il existe le risque de se faire passer pour indigents si on a des complicités parmi les décideurs.

Malgré toutes ces difficultés, les mutuelles de santé restent la voie la plus réaliste pour assurer une couverture de soins à ce monde dit « informel ».

#### b) Situation actuelle des mutuelles de santé

Actuellement les mutuelles de santé sont au nombre de 107 à travers tout le pays. Elles couvrent environ 650 000 personnes, soit environ 8% de la population.

#### c) Avenir des mutuelles de santé

Le gouvernement a fait du développement des mutuelles de santé une priorité. Mais leur pérennité dépendra du développement du cadre de partenariat multisectoriel entre ces mutuelles et:

- les organisations de prestations de soins;
- les mouvements associatifs;
- les institutions locales de financement (micro-crédits ...);
- l'État qui est le partenaire obligé dans le développement des mutuelles de santé;
- les autres formes d'assurances des autres couches de la population;
- les autres mutuelles de santé pour aller vers la constitution de fédérations de mutuelles
- les bailleurs de fonds.

### C. Lutte contre la pauvreté

Pour cela, le gouvernement a mis en place un vaste programme national de réduction de la pauvreté en action depuis l'année 2000. C'est un programme dont le volet de la santé occupe une bonne place.

— de la coutume om zich te verzekeren tegen een hypothetisch gevaar is nog niet verankerd in de mentaliteit van de Rwandese boeren;

— het feit van beschouwd te worden als een bron van financiering door de verzorgingsstructuren kan leiden tot overconsumptie.

Er bestaat een segment van de bevolking dat moeilijk kwantificeerbaar en uiterst kwetsbaar is: de behoeftigen. Zij zijn de armsten onder de armen: zij beantwoorden aan de selectiecriteria die vastgelegd zijn door de gemeenschappen waarin zij leven.

Die behoeftigen worden (gratis) door de Staat opgevangen of door een NGO-liefdadigheidsorganisatie.

Het risico bestaat dat wie onder één hoedje kan spelen met beleidsmensen zich als behoeftige laat registreren.

Ondanks al die problemen blijven de ziekenfondsen het meest realistische middel om de dekking van de gezondheidszorg te verzekeren in de « informele » sector.

#### b) Huidige toestand van de ziekenfondsen

Er bestaan nu 107 ziekenfondsen over het hele land. Zij dekken ongeveer 650 000 mensen, of 8% van de bevolking.

#### c) Toekomst van de ziekenfondsen

De ontwikkeling van de ziekenfondsen is een van de prioriteiten van de regering. Hun voortbestaan zal echter afhangen van de ontwikkeling van het multi-sectoriële partnerschap tussen die fondsen en:

- de organisatie van de zorgsector;
- het verenigingsleven;
- de plaatselijke financiële instellingen (micro-kredieten, ...);
- de Staat, die de verplichte partner is voor de ontwikkeling van de ziekenfondsen;
- de andere vormen van verzekering voor de overige bevolkingslagen;
- de andere ziekenfondsen om te komen tot federaties van ziekenfondsen;
- kredietgevers.

### C. Armoedebestrijding

De regering heeft sinds 2000 een grootscheeps nationaal programma van armoedebestrijding opgezet. De zorgverlening neemt er een belangrijke plaats in.

Il s'avère qu'une bonne santé est la condition nécessaire pour travailler et être moins pauvre et être moins pauvre permet de mieux se soigner.

#### D. Lutte contre le sida

Le gouvernement a mis en place des structures décisionnelles et opérationnelles pour mener une lutte sans répit contre le HIV-sida.

En matière de prise en charge, les faits les plus marquants dans ce domaine sont:

- la généralisation de la mise à disposition de préservatifs à un prix dérisoire;

- la généralisation des tests volontaires et très peu coûteux

- le recours aux médicaments antirétroviraux à un prix qui ne cesse de baisser: le traitement mensuel d'un malade du sida étant actuellement de 20 000 FRW/mois, ce qui équivaut à 27,5 euros;

- l'État rwandais a reçu des lots de médicaments pour initier le traitement de 5 000 personnes dans les trois à cinq ans à venir. Ce programme a nécessité une étude approfondie pour déterminer les critères d'accessibilité à ce traitement: celui-ci ne sera gratuit que pour les indigents et ceux qui ont de très petits salaires.

### 3. LES OBJECTIFS

1. En ce qui concerne les mutuelles de santé, un seul objectif existe: tendre vers la couverture la plus large possible de la population appartenant au secteur informel (90%). Pour cela, ces mutuelles de santé doivent:

- se répandre sur toute l'étendue du territoire national;

- se développer pour devenir le plus rapidement possible autonomes;

- veiller à assurer leur pérennité.

2. Pour la RAMA, les objectifs sont les suivants:

1. couvrir tous les travailleurs salariés (6% de la population);

2. mobiliser le secteur structuré privé à adhérer volontairement;

3. s'impliquer dans le processus de collaboration avec les mutuelles de santé, une fois que celles-ci se seront fédérées et auront acquis une existence légale.

#### 4. PRÉSENTATION DE LA RAMA (LA RWANDAISE D'ASSURANCE MALADIE)

##### *Historique*

La loi de 1974 régissant le fonctionnement de l'administration publique avait prévu la gratuité des soins médicaux pour les agents de l'administration.

Een goede gezondheid is dus noodzakelijk om te kunnen werken en minder arm te zijn, terwijl minder arm zijn het mogelijk maakt zich beter te verzorgen.

#### D. Strijd tegen aids

De regering heeft beslissingsstructuren en operationele structuren opgezet om een harde strijd tegen HIV-aids te voeren.

De opmerkelijkste feiten in dat domein zijn:

- het algemeen en zeer goedkoop ter beschikking stellen van voorbehoedsmiddelen;

- veralgemening van vrijwillig en goedkoop testen;

- gebruik van anti-retrovirale medicijnen tegen lage en nog steeds dalende prijzen: momenteel kost de behandeling van een aidspatiënt 20 000 Rwandese frank per maand, of 27,5 euro;

- de Rwandese Staat heeft een partij medicijnen gekregen om de komende drie tot vijf jaar 5 000 personen te kunnen beginnen behandelen. Dat vergt nog nadere studie om de toegangscriteria voor die behandeling vast te leggen: alleen armen en mensen met een laag inkomen kunnen gratis worden behandeld.

### 3. DOELSTELLINGEN

1. De ziekenfondsen hebben slechts één doel: een zo groot mogelijk deel van de bevolking in de informele sector bereiken (90%). Daartoe moeten zij:

- zich over het hele nationale grondgebied verspreiden;

- zo snel mogelijk onafhankelijk worden;

- hun voortbestaan veilig stellen.

2. De RAMA heeft de volgende doelstellingen:

1. alle loontrekkende werknemers dekken (6% van de bevolking);

2. de particuliere gestructureerde sector aansporen om vrijwillig toe te treden;

3. zich inpassen in het samenwerkingsproces met de ziekenfondsen, zodra zij gefedereerd zijn en wettelijk bestaansrecht hebben.

#### 4. VOORSTELLING VAN DE RAMA (RWANDAISE D'ASSURANCE-MALADIE)

##### *Historische achtergrond*

De wet van 1974 inzake de werking van de overheid bepaalde dat ambtenaren gratis medische verzorging krijgen.



En 1993, la Caisse sociale du Rwanda (CSR) a présenté un projet de loi qui devait régir l'assurance-santé des agents de l'administration, avec ses mécanismes d'exécution.

En 1994, le ministre de la Fonction publique et du Travail a reçu les propositions, mais a fait remarquer qu'il n'était pas possible que n'importe qui puisse bénéficier des soins médicaux gratuits parce que le Rwanda était en train de mettre en application l'initiative de Bamako (Mali, 1978) qui stipulait que « chacun devrait contribuer pour les soins de santé ». Une commission a alors été créée pour étudier la question.

En 1995, est née la volonté de créer un organisme assurant les soins de santé aux agents de l'administration publique. Il devait se fonder sur un mécanisme de solidarité.

Le 1<sup>er</sup> mai 1998, la décision de pourvoir aux soins médicaux des agents de l'administration a été prise par le gouvernement.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la décision a été rendue effective: chaque agent de l'administration contribue à hauteur de 5 % de son salaire de base et le gouvernement (employeur) contribue à la même hauteur de 5 %. Cependant, ce système, géré par un organisme indépendant de l'État, a créé des disparités dans l'accessibilité des soins pour les différentes catégories des travailleurs.

C'est pourquoi la Commission a accéléré la proposition de créer une assurance maladie pour les travailleurs. Elle y est parvenue sur base d'un calcul théorique de 15 % de contribution sur le salaire de base d'un agent de l'administration publique.

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2001, l'assurance-maladie, appelée RAMA ou La Rwandaise d'assurance maladie a été lancée et les agents de l'administration centrale, de la police nationale, les enseignants, les surveillants de prison ainsi que les hauts cadres du gouvernement sont enregistrés: chacun paye 10 % du salaire de base et l'employeur 5 %.

Depuis janvier 2002, le taux de cotisation a été ajusté et passe à 7,5 % pour chaque partie.

Depuis mars 2003, la RAMA est autorisée à assurer d'autres travailleurs que ceux de la Fonction publique.

La qualité de membre

Les bénéficiaires de RAMA sont:

- le membre affilié, c'est-à-dire celui (celle) qui cotise;
- les « ayants droit » ou personnes dépendantes de lui (d'elle);
- l'époux (se) légitime de l'affilié(e);
- les enfants légitimes ou légalement reconnus;

In 1993 stelde de Caisse sociale du Rwanda (CSR) een wetsontwerp voor inzake de ziekteverzekering van ambtenaren, met de bijbehorende uitvoeringsbepalingen.

In 1994 ontvingt de minister van Ambtenarenzaken en Arbeid de voorstellen. Hij merkte echter op dat het onmogelijk is wie dan ook zomaar gratis medisch te verzorgen omdat het land net met de uitvoering bezig is van het initiatief van Bamako (Mali, 1978), dat bepaalt dat iedereen moet bijdragen aan de gezondheidszorg. Er werd een commissie opgericht om de zaak te onderzoeken.

In 1995 ontstond het plan om een orgaan op te richten dat instaat voor de gezondheidszorg die wordt verstrekt aan de ambtenaren. Dat moest gebaseerd zijn op een solidariteitsmechanisme.

Op 1 mei 1998 besliste de regering de medische verzorging van de ambtenaren te bekostigen.

Op 1 januari 1999 werd de beslissing uitvoerbaar verklaard: iedere ambtenaar draagt 5 % van zijn basisloon bij en de regering (werkgever) draagt eveneens 5 % bij. Dat stelsel, dat wordt beheerd door een organisatie die niet afhangt van de Staat, heeft echter geleid tot verschillen in de toegankelijkheid van de gezondheidszorg tussen uiteenlopende categorieën werknemers.

Daarom heeft de commissie het voorstel voor een ziekteverzekering voor werknemers versneld. Zij heeft dat gedaan via een theoretische berekening van 15 % van de bijdrage op het basisloon van een ambtenaar.

Sedert 1 maart 2001 bestaat de ziekteverzekering RAMA (Rwandaise d'assurance maladie) en worden de ambtenaren van de centrale overheid, van de nationale politie, onderwijzers, gevangenisbewakers en hoge kaderleden van de regering, geregistreerd: zij betalen elk 10 % van het basisloon en de werkgever betaalt 5 %.

Sedert januari 2002 zijn die bijdragen aangepast en betaalt iedere partij 7,5 %.

Sedert maart 2003 mag RAMA ook andere werknemers verzekeren.

De hoedanigheid van lid

De begunstigden van RAMA zijn:

- het aangesloten lid, dat wil zeggen hij (zij) die de bijdragen betaalt;
- de « rechthebbenden » of de personen die van hem (haar) afhankelijk zijn;
- de wettige echtgenoot van het aangesloten lid;
- de wettige of wettelijk erkende kinderen;

— l'enfant dont le membre affilié est civilement responsable;

— l'enfant adopté.

L'enfant assuré par un membre affilié doit être:

— célibataire sans rémunération;

— âgé de moins de 18 ans ou s'il est étudiant, avoir moins de 25 ans;

— s'il a plus de 25 ans, il doit être dans l'incapacité d'exercer un travail rémunérateur à cause de son incapacité. L'incapacité doit être constatée par un médecin agréé par l'État.

Les conjoints:

Si les deux conjoints sont des agents de la Fonction publique ou s'ils travaillent dans la même entreprise, chacun s'affilie individuellement à la RAMA (modification par la loi de septembre 2002).

Risques couverts par la RAMA

Les soins préventifs et curatifs en relation avec tout état de maladie ou d'accident; les grossesses, les accouchements et leurs complications éventuelles.

#### *Les services médicaux assurés par la RAMA*

- les consultations médicales (toutes);
- les médicaments (liste remboursable);
- les interventions chirurgicales;
- les soins dentaires;
- l'imagerie médicale, y compris le scanner;
- les tests cliniques de laboratoire;
- la physiothérapie;
- les soins infirmiers;
- l'hospitalisation.

Les services ci-après ne sont pas couverts par RAMA actuellement:

- les antirétroviraux;
- les lunettes de vue et les lentilles de contact;
- les prothèses dentaires;
- les prothèses et les orthèses.

La prise en charge de ces prestations est actuellement à l'étude.

La RAMA ne prend en charge aucun soin de santé effectué en dehors du Rwanda.

#### *Prestataires de soins médicaux agréés par la RAMA*

1. Les hôpitaux de référence

— het kind voor wie het aangesloten lid wettelijk aansprakelijk is;

— het geadopteerde kind.

Het door het aangesloten lid verzekerde kind moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

— vrijgezel zijn zonder inkomen;

— minder dan 18 jaar oud of als het gaat om een student, minder dan 25 jaar oud zijn;

— als de persoon meer dan 25 jaar oud is, moet hij ongeschikt zijn om bezoldigde arbeid uit te oefenen. Die arbeidsongeschiktheid moet door een door de Staat erkende arts zijn vastgesteld.

Echtgenoten:

Als beide echtgenoten overheidsambtenaren zijn of in dezelfde onderneming werken, sluiten zij zich individueel bij RAMA aan (gewijzigd bij de wet van september 2002).

Risico's die door RAMA gedekt worden

Preventie en curatieve zorg in verband met alle ziekten of ongevallen; zwangerschappen, bevallingen en hun eventuele complicaties.

#### *Medische diensten verzekerd door RAMA*

- (alle) medische consultaties;
- geneesmiddelen (lijst van de terugbetaalde geneesmiddelen);
- chirurgische ingrepen;
- tandheelkundige verzorging;
- medische beeldvorming, met inbegrip van de scanner;
- klinische laboratoriumtesten;
- fysiotherapie;
- verpleegkundige zorg;
- ziekenhuisopname.

De volgende diensten zijn momenteel niet gedekt door RAMA:

- anti-retroviraal;
- brillen en contactlenzen;
- tandprothesen;
- prothesen en orthesen.

Momenteel wordt onderzocht of ook dergelijke prestaties ten laste kunnen worden genomen.

Gezondheidszorg die buiten Rwanda wordt verleend, neemt RAMA niet ten laste.

#### *Door RAMA erkende medische hulpverleners*

1. Verwijzingsziekenhuizen

- l'Hôpital Roi Fayçal;
- l'Hôpital Universitaire de Butare (HUB);
- le Centre Hospitalier Universitaire de Kigali (CHUK) — Hôpital Neuro-Psychiatrique de Ndera (HNP);

- l'Hôpital Militaire de Kanombe (HMK);

2. Tous les hôpitaux de districts sanitaires (au nombre de 35)

3. Tous les centres de santé publics et privés agréés (au nombre de 335)

4. Des formations sanitaires privées (nombre de 21)

5. Les pharmacies privées (au nombre de 13 dont 11 implantées dans la capitale et 2 seulement en province)

#### *Continuité des services de soins de santé agréés par la RAMA*

Le service est assuré 24 heures sur 24 par :

- le CHUK (Centre Hospitalier Universitaire de Kigali) et le HRF (Hôpital Roi Fayçal);

- une pharmacie de garde.

#### *Contrôle des prestations*

Les mesures suivantes ont été mises en place dès le début, pour réduire au minimum les abus de prestations :

- affectation d'agents de guichet dans la plupart des formations sanitaires;

- élaboration d'une liste de médicaments remboursables privilégiant les formes génériques;

- instauration d'un système de ticket modérateur de 15 % (part payée par le patient à chaque prestation);

- contrôle des ordonnances (chaque ordonnance qui dépasse 15 000 FRW doit être soumise à l'accord préalable du médecin-conseil de RAMA);

- suivi régulier de la durée des hospitalisations.

#### *RAMA/autres assurances*

RAMA

- maladie seule branche assurée;

- mission sociale;

- l'Hôpital Roi Fayçal;

- l'Hôpital Universitaire de Butare (HUB);

- le Centre Hospitalier Universitaire de Kigali (CHUK) — Hôpital Neuro-Psychiatrique de Ndera (HNP);

- l'Hôpital Militaire de Kanombe (HMK);

2. Alle sanitaire districtziekenhuizen (in totaal 35)

3. Alle erkende openbare en private gezondheidscentra (in totaal 335)

4. Private gezondheidsinstellingen (21)

5. Private apothekers (in totaal 13, van wie 11 in de hoofdstad en 2 daarbuiten)

#### *Continuïteit van de door RAMA erkende gezondheidszorg*

De gezondheidszorg wordt 24 uur per dag verstrekt door :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Kigali (CHUK) en l'Hôpital Roi Fayçal (HRF);

- een apotheek met wachtdienst.

#### *Controle op de dienstverlening*

De volgende maatregelen zijn van bij het begin genomen om misbruik van prestaties zoveel mogelijk te beperken :

- in de meeste gezondheidsinstellingen zijn loketbedienden aangesteld;

- er is een lijst opgesteld van terugbetaalde geneesmiddelen waarbij zoveel mogelijk wordt gekozen voor generische vormen;

- een remgeld van 15 % is ingevoerd (het gedeelte van elke medische prestatie dat de patiënt zelf betaalt);

- de voorschriften worden gecontroleerd (elk voorschrift dat meer dan 15 000 Rwandese frank bedraagt moet vooraf door een adviserende arts van RAMA worden goedgekeurd);

- de duur van de ziekenhuisopname wordt regelmatig gecontroleerd.

#### *RAMA/andere verzekeringen*

RAMA

- ziekte de enige verzekerde tak;

- sociale taak;

— assurance collective mixte: obligatoire et volontaire;

— réassurance?

Autres assurances

— objectifs commerciaux;

— ressources générées par les autres branches;

— réassurance possible;

— assurance individuelle: prime, examen médical préalable, choix du type de couverture, etc.

#### *Situation financière*

Ressources

— cotisation des adhérents (90 % des recettes);

— fruits bancaires d'une bonne gestion (9,9 %);

— divers (amendes) (0,1 %);

— aucune autre source de financement n'est prévue par la loi;

— dons et legs non interdits par la loi mais inexistant.

#### *Situation actuelle RAMA (couverture)*

Nombre total de personnes couvertes: 178 104 soit 2,2 % de la population

Cotisants:

— fonction Publique: 56 609;

— parastatal: 6 774;

— privé: 273;

— total: 63 656;

Ayants-droits: 114 448 soit un ratio de 1 cotisant/3 ayants-droits.

Prise en charge du VIH/sida

La RAMA cherche à s'intégrer dans les programmes de lutte contre le sida, mais où intervenir?

\* Avant la contamination

— programme de prévention (éducation, information, protection).

\* Après la contamination.

\* Avant la maladie

— sérodiagnostic et suivi biologique;

— prophylaxie contre la dissémination du virus par le sujet contaminé.

\* Pendant la maladie

— gemengde collectieve verzekering: verplicht en vrijwillig;

— herverzekering?

Andere verzekeringen

— commerciële doelstellingen;

— middelen gegeneerd door andere takken;

— herverzekering mogelijk;

— individuele verzekering: premie, voorafgaand geneeskundig onderzoek, keuze van het soort dekking, enz.

#### *Financiële toestand*

Middelen

— bijdrage leden (90 % van de ontvangsten);

— bankopbrengsten goed management (9,9 %);

— diversen (boetes) (0,1 %);

— de wet voorziet niet in andere financieringsbronnen;

— schenkingen en legaten niet bij wet verboden, maar onbestaande.

#### *Huidige situatie RAMA (dekking)*

Totaal aantal gedekte personen: 178 104 of 2,2 % van de bevolking

Contributiebetalers:

— openbaar ambt: 56 609;

— parastatalen: 6 774;

— privé: 273;

— totaal: 63 656;

Rechthebbenden: 114 448 dat is een ratio van 1 bijdragebetaler/3 rechthebbenden.

Bestrijding HIV/aids

RAMA wil meewerken aan de aidsbestrijdingsprogramma's, maar waar moet het optreden?

\* Voor de besmetting

— preventieprogramma (vorming, informatie, bescherming).

\* Na de besmetting.

\* Voor de ziekte

— serodiagnostiek en biologische follow-up;

— profylaxe tegen het verspreiden van het virus door de besmette persoon.

\* Tijdens de ziekte

Le malade du sida

\* Prise en charge

— suivi biologique;

— traitement par les ARV.

\* Importance du problème

— humain : perte en vies et ressources humaines;

— économique;

— répercussions sur les coûts de la santé;

— économie familiale;

— économie nationale.

Situation endémique du sida

\* Prévalence

— le taux de prévalence actuellement admis est de 13 % de la population totale de gens séropositifs et les malades;

— le taux de malades parmi tous les séropositifs serait de 12 %.

\* Traitement

— maladies opportunistes : coût inconnu;

— antirétroviraux : 20 000 FRW (soit 27,56 euros) par mois.

## 5. RECOMMANDATIONS

La Belgique a joué et joue encore un rôle historique dans le développement du Rwanda :

1) elle s'implique plus particulièrement dans les domaines de la santé, de l'enseignement, de la justice et des droits de l'homme;

2) au moment où le Rwanda s'engage dans une politique qui vise à améliorer l'état de santé de ses populations non pas en les assistant passivement mais plutôt en les aidant à se prendre en charge elles-mêmes, il paraît plus que souhaitable que la Belgique ne relâche pas ses efforts, surtout qu'elle est la principale source d'aide extérieure;

3) ces mutuelles de santé partout au Rwanda ont besoin d'être encadrées, soutenues par des ressources humaines qualifiées et par des aides financières au démarrage;

4) les structures d'aide extérieure doivent aussi tendre vers la stimulation de l'économie rurale (microprojets, microassurances) afin de réduire la pauvreté et ainsi casser le cercle vicieux de la pauvreté qui entraîne la maladie, laquelle aggrave la pauvreté;

De aids-patiënt

\* Verzorging

— biologische follow-up;

— behandeling met ARV.

\* Omvang van het probleem

— menselijk : verlies van levens en human resources;

— economisch;

— weerslag op de kostprijs van gezondheid;

— familiale economie;

— nationale economie.

Inheemse aids-situatie

\* Prevalentie

— momenteel wordt aangenomen dat 13 % van het bevolkingstotaal seropositief of ziek is;

— het percentage zieken bij de seropositieven is 12 %.

\* Behandeling

— opportunistische ziekten : kostprijs onbekend;

— antiretrovirale middelen : 20 000 FRW (of 27,56 euro) per maand.

## 5. AANBEVELINGEN

België heeft een historische rol gespeeld in de ontwikkeling van Rwanda en doet dat nog :

1) het is vooral betrokken bij actieterreinen als gezondheid, onderwijs, justitie en rechten van de mens;

2) nu Rwanda een beleid begint te voeren om de gezondheidstoestand van zijn bevolking te verbeteren, niet door ze passief bij te staan, maar door ze te helpen tot zelfredzaamheid te komen, lijkt het meer dan wenselijk dat België zijn inspanningen niet laat verslappen, vooral omdat het de belangrijkste buitenlandse donor van hulp is;

3) overal in Rwanda hebben de ziekenfondsen behoefte aan begeleiding, aan steun door geschoold personeel en door financiële hulp bij het opstarten;

4) de structuren van de buitenlandse hulp moeten ook gericht zijn op het stimuleren van de plattelands-economie (microprojecten, microverzekeringen), om de armoede te verminderen en op die manier de vicieuze cirkel van de armoede te doorbreken, die de ziekte veroorzaakt die op haar beurt de armoede doet toenemen;

5) pour les structures d'assurance maladie qui fonctionnent déjà dans un cadre structuré et légal (comme la RAMA), la Belgique pourrait les aider à se développer en leur permettant de bénéficier de l'expérience des mutualités belges: stages; expertises dans certains domaines comme par exemple l'étude et la mise en place d'une nomenclature nationale des soins de santé.

## II. B. Échange de vues

La présidente déduit des explications du docteur Gakwaya que l'État rwandais est une donnée réelle qui fonctionne. Il semblerait que les autorités rwandaises se préoccupent des besoins des citoyens, contrairement à ce qui se passe au Burundi et en RDC.

Mme Lizin voudrait également savoir si les mutualités rwandaises reçoivent une aide financière et technique de la Banque mondiale ou dans un cadre bilatéral.

M. Hostekint se réjouit de l'existence d'un système embryonnaire de sécurité sociale au Rwanda et rappelle le long chemin que les pouvoirs publics belges ont dû parcourir pour développer l'un des systèmes de sécurité sociale les plus performants du monde.

Le docteur Gakwaya répond que l'aide provient surtout de la Belgique, de l'USAID (États-Unis) et du Bureau international du travail.

Le programme du Bureau international du travail s'inscrit également dans le contexte de l'aide structurelle au secteur informel.

Les Pays-Bas et le Luxembourg apportent aussi une contribution.

L'orateur répète la nécessité de pouvoir faire appel à une expertise belge en matière de gestion du système d'assurance maladie et soins de santé. Cela pourrait faire augmenter la couverture sociale de la population au Rwanda de 2% à 6%.

La présidente conclut qu'une collaboration avec l'INAMI et les syndicats belges pourraient être utile.

La commission décide d'envoyer une lettre à M. Demotte, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et à M. Johan De Cock, administrateur général de l'INAMI.

## III. RECOMMANDATIONS

### A. Au niveau régional

Demande au gouvernement belge:

1. De mener en permanence à l'égard du Rwanda une politique à double composante, réservant une attention comparable:

5) België kan de ziekteverzekeringsstructuren die reeds in een gestructureerd en wettelijk kader functioneren (zoals RAMA) helpen bij hun ontwikkeling door ze een beroep te laten doen op de ervaring van de Belgische ziekenfondsen: stages, expertise op bepaalde gebieden zoals bijvoorbeeld het uitvoeren van een studie over en het instellen van een nationale zorgnomenclatuur.

## II. B. Gedachtewisseling

Uit de uiteenzettingen van Dr. Gakwaya leidt de voorzitter af dat de Rwandese staat een reëel gegeven is dat werkt. De overheid in Rwanda heeft blijkbaar, en dit in tegenstelling tot Burundi en de DRC, oog voor de noden van de bevolking.

Verder wenst mevrouw Lizin te weten of de Rwandese ziekenfondsen financiële en technische steun vanwege de Wereldbank of op bilaterale basis ontvangen.

De heer Hostekint verheugt zich over het bestaan van een embryo van een systeem van sociale zekerheid in Rwanda en wijst verder op de lange weg die de overheid in België heeft afgelegd om tot een van de meest performante sociale zekerheidsstelsels van de wereld uit te groeien.

Dr. Gakwaya antwoordt dat de hulp vooral van België, de USAID (VS) en het Internationaal Arbeidsbureau afkomstig is.

Het programma van het Internationaal Arbeidsbureau dient ook gekaderd te worden in de structurele hulp aan de informele sector.

Ook Nederland en Luxemburg dragen bij.

Spreker herhaalt de noodzaak een beroep te doen op Belgische deskundigen inzake management van het stelsel van ziekteverzekering en gezondheidszorg. Zo zou de sociale bescherming van de bevolking van Rwanda kunnen toenemen van 2 tot 6%.

De voorzitter besluit dat samenwerking met het RIZIV en met de Belgische vakbonden nuttig kan zijn.

De commissie besluit een brief te zenden naar de heer Demotte, minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en naar de heer Johan De Cock, administrateur-generaal van het RIZIV.

## III. AANBEVELINGEN

### A. Regionaal

Vraagt de Belgische Regering:

1. Steeds een tweesparenbeleid naar Rwanda te voeren waarbij de aandacht evenredig verdeeld wordt tussen:

a) au suivi du Rwanda en tant qu'acteur important et non exempt de reproche dans le conflit régional;

b) à l'évaluation, à leur juste valeur, des actes posés par le gouvernement rwandais et des décisions politiques prises par lui en vue de résoudre les problèmes internes d'ordre politique, social, économique et démocratique.

2. De soutenir pleinement la préparation, la réalisation et le suivi de la Conférence des Nations unies pour la paix, la sécurité et le développement, prévue pour juin 2004, sans perdre de vue la possibilité, essentielle, d'y associer la société civile.

3. De soutenir les initiatives de réconciliation régionale émanant de la population locale elle-même.

4. En vue de la poursuite de la normalisation des relations entre le Rwanda et la RDC, d'appuyer et de contrôler le respect des accords conclus depuis 2002 concernant l'intégrité territoriale et le retrait des troupes ex-FAR et autres groupes armés rwandais de la RDC et leur intégration.

5. S'agissant de la restauration de l'intégrité territoriale et de la sécurité dans l'Est du Congo, d'insister auprès des Nations unies et de l'Union européenne pour que, dans le cadre des opérations de maintien de la paix, l'on renforce la capacité africaine et que l'on veille à impliquer au maximum des contingents de paix africains.

6. En ce qui concerne la complexité du contexte politique dans la région et la collecte d'informations à ce sujet, de renforcer la cellule Afrique du département des Affaires étrangères et de mettre davantage de moyens à sa disposition afin d'accroître son efficacité.

7. De prévoir l'obligation d'informer le parlement et de lui faire rapport, tous les six mois, au sujet des initiatives prises dans la région et des progrès réalisés dans l'exécution de l'ensemble des présentes recommandations.

8. D'insister auprès des Nations unies et de l'Union européenne pour que soit décrété un embargo immédiat sur les armes à l'encontre de tous les acteurs officiels et non officiels qui, en dépit des règles du droit international et des accords de paix, ne respectent pas la territorialité congolaise. Cela permet d'aboutir à la mise en œuvre de toutes les résolutions pertinentes des Nations unies.

## B. La coopération au développement belge avec le Rwanda

Demande avec insistance au gouvernement belge:

1. Qu'il continue à se concentrer sur les secteurs de la santé publique, de l'enseignement, du développement rural et de la prévention des conflits.

a) de l'opvolging van Rwanda als belangrijke en niet onbesproken actor binnen het regionaal conflict;

b) de beoordeling naar eigen waarde van de acties en beleidsbeslissingen die de Rwandese regering onderneemt om de interne politieke, sociale, economische en democratische problemen op te lossen.

2. Volle ondersteuning te bieden aan de voorbereiding, de realisatie en de opvolging van de VN-conferentie voor Vrede, Veiligheid en Ontwikkeling, gepland voor juni 2004, waarbij de cruciale mogelijkheid tot participatie van de civiele maatschappij niet uit het oog mag worden verloren.

3. Regionale verzoeningsinitiatieven te steunen die vanuit de lokale bevolking zelf geformuleerd worden.

4. Ten einde de betrekkingen tussen Rwanda en de DRC verder te normaliseren, steun te verlenen aan en toezicht te houden op de sinds 2002 gesloten akkoorden betreffende de territoriale integriteit en de terugkeer van de ex-FAR-troepen en andere Rwandese gewapende groepen uit DRC en hun integratie.

5. Wat betreft het herstel van de territoriale integriteit en de veiligheid in Oost-Congo, er bij de Verenigde Naties en bij de Europese Unie op aan te dringen om bij vredesoperaties de Afrika-capaciteit te versterken en een maximale betrokkenheid van Afrikaanse vredescontingenten na te streven.

6. Met betrekking tot de complexiteit van de politieke context in de regio en de informatiegaring hieromtrent, de cel Afrika van het departement Buitenlandse Zaken te versterken alsook meer middelen ter beschikking te stellen teneinde haar doeltreffendheid te verhogen.

7. Een informatie- en rapporteringsplicht te voorzien op zesmaandelijks basis aan het Parlement over de initiatieven in de regio alsook de vorderingen die zijn gemaakt bij de uitvoering van al deze aanbevelingen.

8. Er bij de Verenigde Naties en de Europese Unie op aan te dringen onmiddellijk een wapenembargo in te stellen ten aanzien van alle statelijke en niet-statelijke actoren die in weerwil van de internationale rechtsregels en de vredesakkoorden de Congolese territorialiteit niet respecteren. Aldus wordt er naar gestreefd alle relevante VN-resoluties te implementeren.

## B. De Belgische ontwikkelingsamenwerking met Rwanda:

Dringt er bij de Belgische regering op aan:

1. Zich sectoraal te blijven concentreren op volksgezondheid, onderwijs, plattelandsontwikkeling en conflictpreventie.

2. Qu'il fasse du développement rural durable un objectif permanent et, complémentirement, soutienne la diversification de l'économie rwandaise.

3. Qu'il mette en œuvre la prévention de conflits, notamment en soutenant durablement des initiatives en matière de justice. Il faut prendre l'option de collaborer étroitement à la reconstruction de l'ordre juridique national en s'impliquant dans les efforts fournis sur le plan de l'infrastructure et de l'organisation des systèmes juridiques (y compris traditionnels), de la formation et de l'assistance technique.

4. Qu'il fasse du développement d'une bonne administration, de la participation de la société civile et du respect des droits de l'homme au sens le plus large des thèmes transversaux étant l'objectif central de réussite dans la lutte contre la pauvreté.

5. Qu'il collabore étroitement à la construction d'un appareil étatique moderne et transparent, pleinement responsable vis-à-vis de la population et représentatif de l'ensemble de celle-ci, en veillant principalement à cet égard à soutenir l'organisation et le fonctionnement d'un certain nombre de départements à haute teneur sociale, tels que la santé publique, l'enseignement, l'administration locale, le développement rural et les affaires sociales, l'agriculture, l'élevage et la sylviculture, les finances et la planification économique, la propriété terrienne, la réintégration et l'environnement et, enfin, les questions de genre et de promotion des femmes.

6. Qu'il subordonne la coopération au développement avec le Rwanda au respect de certains critères, à savoir la bonne gestion des affaires publiques, le respect des droits de l'homme, la reconstruction et la réconciliation, la défense de l'intégrité humaine et territoriale, le respect des principes démocratiques et la mise en place d'un appareil juridique indépendant.

7. Qu'il coordonne très activement ses activités et ses efforts de coopération avec les autres donateurs, en particulier les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

8. Qu'il fournisse une assistance technique qui permette à l'État rwandais de défendre efficacement et positivement sa position au sein des institutions financières multilatérales telles que le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce. En outre, recommande au gouvernement belge de soutenir le gouvernement rwandais et les organisations de défense des victimes du génocide en vue :

8.1. d'obtenir de la communauté internationale — les institutions financières internationales (IFI), la Banque africaine de développement et les États concernés par des prêts au Rwanda entre le 1<sup>er</sup> novembre 1990 et le mois de juin 1994 — l'annulation de la partie de la dette extérieure du Rwanda qui a été

2. Duurzame plattelandsontwikkeling tot een blijvend aandachtspunt te maken, aangevuld met een ondersteuning van de diversificatie van de Rwandese economie.

3. De conflictpreventie o.a. via het duurzaam ondersteunen van initiatieven op justitieel vlak te realiseren. Men moet kiezen voor een nauwe samenwerking bij de wederopbouw van het nationale rechtssysteem waarbij men oog heeft voor inspanningen op het vlak van de infrastructuur en organisatie van de rechtssystemen (inclusief traditionele), opleiding en technische bijstand.

4. Het ontwikkelen van goed bestuur, participatie van de civiele maatschappij en het respect voor mensenrechten in de breedste zin te zien als transversale thema's die de centrale doelstelling van een succesvolle armoedebestrijding moeten ondersteunen.

5. Nauw samen te werken bij de uitbouw van een modern en transparant staatsapparaat dat rekening moet geven aan de bevolking toe en waardoor de hele bevolking zich vertegenwoordigd voelt. Daarbij moet de aandacht voornamelijk gaan naar de ondersteuning van de uitbouw en werking van een aantal departementen die een hoge sociale relevantie hebben, zoals volksgezondheid, onderwijs, lokaal bestuur, plattelandsontwikkeling en sociale zaken, landbouw, veeteelt en bosbouw, financiën en economische planning, grondbezit, reïntegratie en milieu en, tenslotte, gender vraagstukken en promotie van vrouwen.

6. De ontwikkelingssamenwerking met Rwanda afhankelijk te maken worden van een aantal ijkpunten, met name good governance, respect voor de mensenrechten, heropbouw en verzoening, bevordering van de menselijke en territoriale integriteit, respect voor de democratische beginselen en de uitbouw van een onafhankelijk juridisch apparaat.

7. De ondernomen activiteiten en inspanningen op vlak van samenwerking verregaand te coördineren met de andere donaterus, voornamelijk de VS, Frankrijk, Groot-Brittannië en Nederland.

8. Te zorgen voor technische bijstand zodanig dat de Rwandese staat haar positie binnen de multilaterale financiële instellingen zoals IMF, Wereldbank en Wereldhandelsorganisatie op afdoende en positieve wijze kan verdedigen. Beveelt bovendien de Belgische regering aan de Rwandese regering en de organisaties ter verdediging van de slachtoffers van de genocide te ondersteunen ten einde :

8.1. van de internationale gemeenschap — de internationale financiële instellingen (IFI's), de Afrikaanse Ontwikkelingsbank en de staten die aan Rwanda tussen 1 november 1990 en juni 1994 leningen hebben toegestaan — de kwijtschelding te verkrijgen van het deel van de buitenlandse schuld van



détournée aux fins de la guerre et de la préparation du génocide. Cette partie de la dette extérieure s'élève à quelque 400 millions de dollars et est qualifiable en droit international de « dette odieuse »;

8.2. d'obtenir que les IFI et les pays prêteurs au Rwanda entre 1990 et 1994 créent un fonds international de soutien en faveur des victimes survivantes du génocide.

9. Que, dans ce contexte multilatéral, il collabore étroitement aussi avec l'Union européenne afin que le Rwanda puisse tirer parti au maximum des possibilités que lui offrent les accords de Cotonou et que la condition du respect des droits de l'homme soit encore renforcée par ce biais.

10. D'associer autant que possible les régions et les communautés aux activités et aux efforts consentis au Rwanda qui relèvent des compétences régionales et communautaires.

11. Que, dans le cadre de son aide au développement en matière de santé publique, la Belgique s'efforce de mener une politique qui :

1. intègre, voire privilégie, le vaste secteur informel, qui est donc aussi le plus vulnérable de la société;

2. ne néglige pas le concept de microniveau rural, où un grand nombre de microprojets doivent continuer d'être mis en œuvre de manière cohérente aux niveaux géographique et organisationnel en vue d'aboutir à une intégration toujours plus achevée;

3. soit axée sur le soutien aux initiatives proposées et réalisées à la base par la population rwandaise elle-même afin d'en promouvoir la durabilité et l'autonomie;

4. favorise l'échange de savoir-faire en matière de création et de développement d'initiatives d'assurances de soins de santé, en y associant étroitement nos mutualités et les ONG qui ont déjà acquis une expertise étendue dans ce domaine;

5. s'attache en priorité à éradiquer la malaria et le sida, notamment en renforçant la collaboration avec l'Institut belge de médecine tropicale.

### C. La politique étrangère de la Belgique à l'égard du Rwanda

Demande au gouvernement belge :

1. De mettre sur pied une procédure permanente d'observation et de suivi de la situation des droits de l'homme au Rwanda et, éventuellement, dans les territoires n'appartenant pas au Rwanda, mais dont celui-ci exercerait le contrôle de fait.

Rwanda dat met het oog op de oorlogvoering en de voorbereiding van de genocide werd verduisterd. Dat deel van de buitenlandse schuld bedraagt ongeveer 400 miljoen dollar en kan in het internationaal recht worden omschreven als « bloedschuld »;

8.2. van de IFI's en de landen die van 1990 tot 1994 aan Rwanda hebben geleend, te verkrijgen dat ze een internationaal steunfonds oprichten voor de overlevende slachtoffers van de genocide.

9. Binnen deze multilaterale context ook nauw samen te werken met de Europese Unie zodanig dat Rwanda maximaal kan profiteren van de mogelijkheden die de Cotonou-akkoorden haar bieden en zodanig dat de eis voor respect van de mensenrechten hierdoor verder ondersteund kan worden.

10. De gewesten en gemeenschappen maximaal te betrekken bij de activiteiten en inspanningen in Rwanda die betrekking hebben op gewest- en gemeenschapsbevoegdheden.

11. Binnen haar ontwikkelingsbeleid in het kader van publieke gezondheidszorg moet België streven naar een beleid dat :

1. inclusief is naar en zelfs prioritair gericht is op de enorme informele en dus ook zwakste sector van de maatschappij;

2. het concept van het micro-niveau op het platteland niet schuwt, met dien verstande dat er steeds een groot aantal van deze microprojecten op geografisch en organisatorisch coherente manier moeten georganiseerd worden en uiteindelijk aanleiding moeten geven tot steeds verdergaande clustering;

3. gericht is op het ondersteunen van initiatieven die vanuit de basis van de eigen Rwandese bevolking geformuleerd en uitgevoerd worden om zo duurzaamheid en autonomie van deze initiatieven te bevorderen;

4. streeft naar het uitwisselen van knowhow bij het oprichten en uitbouwen van gezondheidsverzekeringsinitiatieven, door het verregaand betrekken van de eigen ziekenfondsen en de NGO's die reeds een sterke expertise op dit terrein hebben uitgebouwd;

5. prioritair aandacht heeft voor het uitroeien van malaria en aids, onder meer door een versterkte samenwerking met het Belgisch Instituut voor Tropische Geneeskunde.

### C. De Belgische buitenlandse politiek t.a.v. Rwanda

Vraagt de Belgische regering :

1. Te zorgen voor een procedure tot continue monitoring van en voortgangscontrole op de mensenrechtensituatie binnen Rwanda en binnen eventuele niet-Rwandese territoria die onder haar feitelijke controle vallen.

2. En guise de signal dans la perspective des élections qui devraient se tenir prochainement en RDC et au Burundi, d'adopter sur le plan politico-diplomatique, dans ses relations avec le gouvernement rwandais, une position plus déterminée en ce qui concerne le respect des droits de l'homme, la tolérance à l'égard de l'opposition et la liberté de la presse.

3. D'inciter le Rwanda à adhérer au Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale à La Haye.

4. De dégager suffisamment de moyens pour pouvoir assurer, dans ce pays, le fonctionnement de la Commission des droits de l'homme des Nations unies et, d'une manière plus générale, d'insister auprès des Nations unies pour que les rapports de la Commission des droits de l'homme des Nations unies bénéficient d'un traitement obligatoire et immédiat au sein du Conseil de sécurité, d'une part, et de s'assurer que tel est bien le cas, d'autre part.

5. De coordonner de manière approfondie les activités et les efforts diplomatiques consentis avec ceux des autres acteurs étrangers présents dans cette région, c'est-à-dire principalement les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

6. De subordonner les efforts qu'il consent et les actes qu'il pose aux niveaux politique et économique aux efforts qui sont consentis en matière de coopération au développement et à la stratégie suivie en la matière, et de les rendre utiles dans cette optique.

7. Spécifiquement en ce qui concerne le Rwanda et toutes les autres anciennes colonies, de ne plus appliquer la recommandation 5 de la Commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda, mais uniquement la recommandation 6, reformulée comme suit: «La commission juge qu'il n'est pas souhaitable que la Belgique mène un programme de partenariat militaire (PPM) simultanément avec la mise à disposition d'unités de combat sous commandement des Nations unies. En effet, ce faisant, elle crée ainsi des situations équivoques, voire conflictuelles, ce qui n'est pas favorable à une bonne coopération sur place. Il convient de suspendre complètement le PPM, le cas échéant, pour la durée de l'opération. Un soutien logistique aux opérations de maintien de la paix de l'ONU est possible pour autant que l'analyse du contexte politique et opérationnel en termes de sécurité le permette. La Belgique peut mener, en cas de besoin, de sa propre initiative, des missions d'évacuation dans ces pays.»

8. D'insister auprès des Nations unies pour qu'elles prennent l'initiative d'une enquête internationale sur l'assassinat des présidents burundais et rwandais en avril 1994.

9. D'insister auprès de l'Union européenne pour que l'aide budgétaire qui est octroyée aujourd'hui au Rwanda soit liée à des critères.

2. Gezien de signaalfunctie voor de op korte termijn te houden verkiezingen in de DRC en Burundi, op politiek-diplomatiek vlak een meer kordate opstelling in te nemen in haar relaties met de Rwandese regering op het vlak van het respect van de mensenrechten, het tolereren van de oppositie en de persvrijheid.

3. Rwanda er toe te bewegen partij te worden bij het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof te Den Haag.

4. Voldoende middelen vrij te maken voor de werking van de VN-mensenrechtencommissie in dit land en er, meer in het algemeen, bij de Verenigde Naties op aan te dringen en toe te zien dat de rapporten van de VN-Commissie voor de mensenrechten een verplichte en onmiddellijke behandeling zouden krijgen in de Veiligheidsraad.

5. De ondernomen diplomatieke activiteiten en inspanningen verregaand te coördineren met de andere buitenlandse actoren in dit gebied en dan voornamelijk met de VS, Frankrijk, Groot-Brittannië en Nederland.

6. Haar inspanningen en acties op politiek en economisch vlak ondergeschikt te maken en dienstbaar te stellen aan de inspanningen die op het vlak van de ontwikkelingssamenwerking ondernomen worden en de strategie die daarbij gevolgd wordt.

7. Specifiek met betrekking tot Rwanda en alle andere oud-kolonies, aanbeveling 5 van de parlementaire onderzoekscommissie Rwanda niet meer toe te passen en enkel nog aanbeveling 6 te behouden, als volgt herschreven: «De commissie acht het niet wenselijk dat België een programma van militair partnerschap (PMP) aangaat terwijl tezelfdertijd gevechtseenheden onder VN-bevel worden beschikbaar gesteld. Dit leidt immers tot dubbelzinnige, mogelijk zelfs conflictuele situaties, wat niet bevorderlijk is voor de goede samenwerking ter plaatse. In voorkomend geval dient het PMP volledig opgeschort te worden voor de duur van de operatie. Logistieke steun voor VN-vredesoperaties is mogelijk in zoverre dit kan volgens een analyse van de politieke en operationele context inzake veiligheid. België kan in geval van nood op eigen initiatief evacuatiemissies in die landen ondernemen.»

8. Er bij de Verenigde Naties op aan te dringen dat de VN het initiatief zouden nemen voor een internationaal onderzoek naar de moord op de presidenten van Burundi en Rwanda in april 1994.

9. Bij de Europese Unie aan te dringen om de budgetsteun die vandaag vanuit Europa aan Rwanda wordt toegekend, te koppelen aan ijkpunten.

10. D'insister, dans le cadre de la commémoration du génocide, sur le plan bilatéral et international :

1. pour que les Nations unies mènent une enquête approfondie sur l'origine et les répercussions du génocide au Rwanda, afin que soit respecté le droit des proches des victimes à la vérité;

2. pour que la communauté internationale et les autorités ruandaises mettent tout en œuvre afin de mener à bien, rapidement et loyalement, la procédure judiciaire à l'encontre des crimes contre l'humanité qui ont été commis par toutes les parties au conflit au cours du génocide et de la période qui l'a suivi;

3. pour que les efforts nécessaires soient faits en vue de parvenir enfin à une réconciliation durable entre les différents groupes.

#### D. Les matières premières et l'entreprise responsable

D'insister auprès du gouvernement rwandais pour qu'il respecte l'intégrité économique des pays voisins, et ce :

1. en s'abstenant, sur la base du concept de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo, de toute action économique, politique ou militaire qui pourrait donner lieu à une accusation de non-respect de ladite intégrité territoriale;

2. en prenant progressivement des mesures positives et énergiques en vue de rendre les frontières du territoire national hermétiques à la contrebande en provenance et à destination des pays voisins;

3. en exécutant sans restrictions les recommandations pertinentes du panel des Nations unies sur le pillage des matières premières en RDC;

4. en appuyant pleinement et activement le processus de Kimberley et en s'abstenant, en l'espèce, de chercher à obtenir le statut de pays exportateur de diamants dans le cadre de ce processus;

5. en développant un partenariat économique avec la RDC en vue de tisser une relation commerciale équitable et réciproquement enrichissante, fondée sur des efforts visant à soulager les besoins des deux parties;

6. en contrôlant, à la lumière des directives de l'OCDE pour les entreprises multinationales et des lignes directrices de la Banque mondiale, tous les crédits et toutes les assurances à l'exportation pour des investissements au Rwanda, que doit accorder l'Office du Dueroire;

7. en s'assurant que la finalité d'un crédit et/ou d'une assurance à l'exportation délivrée par l'Office

10. In het kader van de herdenking van de genocide op bilateraal en internationaal vlak aan te dringen opdat :

1. de Verenigde Naties een grondig onderzoek verrichten naar de oorsprong en de gevolgen van de genocide in Rwanda zodat het recht van nabestaanden van de slachtoffers op de waarheid ingevuld wordt;

2. de internationale gemeenschap en de Rwandese overheid alles in het werk zouden stellen om de rechtsgang betreffende misdrijven tegen de menselijkheid die door alle partijen betrokken in het conflict tijdens de genocide en de daaropvolgende periode begaan worden, op een snelle en eerlijke wijze af te handelen;

3. de nodige inspanningen worden gedaan om eindelijk te komen tot een duurzame verzoening tussen de verschillende groepen.

#### D. Grondstoffen en verantwoord ondernemen :

Er bij de Rwandese regering op aan te dringen om de economische integriteit van de buurlanden te respecteren en dit door :

1. vanuit het concept van de territoriale integriteit van de Democratische Republiek Congo, zich te onthouden van enige economische, politieke of militaire actie die aanleiding zou kunnen geven tot beschuldiging van het niet respecteren van die territoriale integriteit;

2. progressief positieve en doortastende actie te ondernemen om de grenzen van het eigen territorium te sluiten voor smokkelhandel vanuit en naar de buurlanden;

3. de relevante aanbevelingen van het VN-panel aangaande de plundering van de grondstoffen in de DRC onverkort uit te voeren;

4. het Kimberley-proces voluit en actief mee te ondersteunen en zich daarbij te onthouden van het zoeken van de status van diamantexporterende Staat binnen dit proces;

5. een economisch partnerschap met de DRC uit te werken waarbij men, door het combineren van het lenigen van de noden van beide partijen, een rechtvaardige en wederzijds verrijkende handelsrelatie uitbouwt;

6. elke door Delcredere af te leveren kredietverlening en exportverzekering voor investeringen in Rwanda te toetsen aan de OESO-richtlijnen voor Multinationale Ondernemingen en aan de operationele beleidslijnen van de Wereldbank;

7. er op toe te zien dat het doel van een door de Delcredere dienst afgeleverde kredietverlening en/of

du Ducroire s'inscrit dans une perspective positive pour l'économie locale et ne contribue pas à alourdir la dette rwandaise dans une mesure injustifiée;

8. en interdisant l'octroi, par l'Office du Ducroire, de tout crédit et de toute assurance à l'exportation qui profite au commerce des armes ou à l'industrie de la guerre au Rwanda;

9. en soumettant la poursuite du soutien qu'il apporte aux entreprises actives au Rwanda, par le biais de contributions à des investissements directs ou d'assurances, à des conditions strictes définies dans le souci de promouvoir l'entreprise socialement et écologiquement responsable;

10. De demander instamment aux entreprises belges :

1. de mener, au Rwanda, une action transparente et responsable;

2. de n'acheter que des produits qui auront été produits ou importés au Rwanda de manière légitime;

3. de sensibiliser leurs partenaires rwandais à la nécessité d'une forme d'entreprise responsable et légitime.

#### IV. VOTES

Les recommandations ont été adoptées par 7 voix et 2 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé par 8 voix et une abstention.

*Le rapporteur,*  
Patrick HOSTEKINT.

*La présidente,*  
Anne-Marie LIZIN.

exportverzekering een positieve bijdrage levert aan de lokale economie en geenszins bijdraagt tot een onverantwoorde verhoging van de Rwandese schuldenlast;

8. elke door Delcredere af te leveren kredietverlening en exportverzekering ten behoeve van wapenhandel en oorlogsindustrie in Rwanda te verbieden;

9. de verdere steun die zij in de vorm van bijdragen in directe investeringen of verzekering van kapitalen overdraagt aan bedrijven die actief zijn in Rwanda, onderwerpt aan strikte voorwaarden waarbij men oog heeft voor verantwoord ondernemen op sociaal en ecologisch vlak;

10. Er bij de Belgische bedrijven op aan te dringen om:

1. op transparante en verantwoorde wijze te ondernemen in Rwanda;

2. enkel producten af te nemen die op legitieme wijze in Rwanda geproduceerd of ingevoerd zijn;

3. hun Rwandese partners te sensibiliseren rond de nood aan een verantwoorde en legitieme vorm van ondernemen.

#### IV. STEMMINGEN

De aanbevelingen zijn aangenomen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

Di verslag werd goedgekeurd met 8 stemmen bij 1 onthouding.

*De rapporteur,*  
Patrick HOSTEKINT.

*De voorzitter,*  
Anne-Marie LIZIN.